

INpreCOR

Numéro 310 du 1er au 14 juin 1990 ♦ 15 FF 4 FS 85 FB

PALESTINE Traînée de poudre



URSS
A la veille du
congrès du PCUS

ROUMANIE
Lendemain
d'élections

NICARAGUA
Déclaration
de guerre ?

RFA-RDA



La loi du plus fort

3

PALESTINE

L'extension de l'Intifada
Salah JABER

6

NICARAGUA

Pas d'état de grâce pour Violeta
Cecilia GARMENDIA

9

Un "capitalisme social-démocrate" ?
DOCUMENT

10

RDA

La loi du plus fort
Winfried WOLF

11

Histoire d'une économie sacrifiée
Winfried WOLF

14

UNION SOVIETIQUE

« Il faut revenir aux années 20 »
Interview d'Alexandre BOUZGALINE

17

Déclaration de la Plate-forme marxiste
DOCUMENT

19

ROUMANIE

Lendemain d'élections
Livio MAITAN

21

Nouvelles du Monde

ETAT ESPAGNOL
SENEGAL ; SYRIE

22

CHILI

Les silences de la CEPAL
Pedro VUSKOVIC

24

PHILIPPINES

Introduction de Paul PETITJEAN

25

Abattre le "mur" entre les syndicats
Interview d'Ernesto ARELLANO

28

GABON

Trente ans ça suffit !
Claude GABRIEL

*Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.*

Le joli mois de mai...

COMME certains d'entre vous l'ont peut-être remarqué, nous avons eu des petits problèmes d'impression sur quelques exemplaires du n° 309 d'*Inprecor* ! Les ponts du joli mois de mai (qui compliquaient nos délais pour les envois) y sont sûrement pour quelque chose...

Cela ne vous a sûrement pas empêchés de faire connaître *Inprecor* à ceux de vos amis qui ne l'auraient pas encore découvert !

La rédaction vous présente ses plus plates excuses et promet de veiller à ce que ça ne se reproduise pas !

NOUS en profitons pour vous rappeler que l'abonnement promotionnel à 250 F se termine très bientôt (le 15 juin). Vous avez encore deux semaines pour vous abonner — si ce n'est pas déjà fait — et abonner vos connaissances. Vous pouvez aussi nous faire parvenir des adresses d'amis, à qui nous enverrons deux exemplaires d'*Inprecor* gratuits. Mais, vite ! Dans quinze jours notre campagne de promotion sera terminée !

QU'ON se le dise !

La rédaction

InpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.
Tél : 48.59.00.80

Directeur de publication :
Christian Lamotte.
Commission paritaire numéro
59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél : 45.32.06.23

ABONNEMENT (24 numéros par an)

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord,
Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal
numéro 2.322.42 T Paris



Abonnement promotionnel (250 FF, un an)

Jeunes (moins de 25 ans) et chômeurs (100 FF, six mois)

Abonnement à l'essai (2 numéros gratuits)

Réabonnement

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

L'extension de l'Intifada

Le massacre de sept ouvriers palestiniens par un forcené israélien à Rishon-le-Zion, le 20 mai 1990, a porté le soulèvement des masses palestiniennes à un nouveau seuil qualitatif marqué par un surcroît de radicalisation et surtout par une nouvelle extension. En effet, pour la première fois depuis le début de l'Intifada, en décembre 1987, le mouvement s'est étendu non seulement aux "Arabes israéliens", c'est-à-dire aux Palestiniens restés sur le territoire conquis par les sionistes en 1948 et qui ont la citoyenneté israélienne, mais aussi aux Palestiniens réfugiés en Jordanie, dont une partie détient la nationalité jordanienne. Les Palestiniens de Jordanie sont au moins aussi nombreux que ceux des territoires occupés par l'Etat d'Israël en 1967, Cisjordanie et Gaza réunis. Le 23 mai, la mobilisation du peuple palestinien et de ses alliés avait même gagné le Liban et la Syrie. Jamais auparavant elle n'avait atteint pareille ampleur.



LE NOUVEL EMBRASEMENT de la lutte palestinienne, alors que l'Intifada en est à son trentième mois, confirme ce que l'observateur lucide qu'est le sociologue israélien Meron Benvenisti pronostiquait dès le départ : il s'agit bel et bien, en ce qui concerne les territoires occupés en 1967, d'une lutte de longue durée à rebondissements multiples, comme celle d'Irlande ou d'Afrique du Sud. Pourtant, contrairement à ce qui est devenu depuis une évidence, une bonne partie de l'establishment sioniste continue, même après le 20 mai 1990, à prendre ses désirs pour des réalités et à annoncer périodiquement la clôture prochaine du chapitre Intifada.

C'est dans cette optique que Shamir et son ministre des Affaires étrangères, Moshé Arens, ont protesté vigoureusement contre toute explication politique du nouvel embrasement déclenché le 20 mai, qui en attribuerait la responsabilité indirecte à la politique suivie par le gouvernement israélien. Il ne s'agirait, selon les porte-parole de ce dernier, que d'un événement fortuit, l'acte d'un "déséquilibré" qui a été perniciosement exploité par les traditionnels agitateurs professionnels de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et du mouvement intégriste islamique Hamas. Sempiternelle conception policière de l'histoire !

C'est pourtant un militaire, le général Vilnaï, commandant des forces d'occupation dans le secteur de Gaza, qui, tranchant avec les propos lénifiants et rassurants de la plupart des membres de l'administration israélienne, a reconnu la vérité devant les journalistes de la presse occidentale, le 21 mai.

Salah JABER

« Le nombre de gens qui, chez les Palestiniens, ont un compte à régler avec nous augmente, a affirmé le général Vilnaï ; il ne s'agit même plus forcément du conflit à base nationaliste, Palestiniens contre Israéliens ; c'est un compte qu'on veut régler sur un plan presque personnel, individuel, parce que quelqu'un dans sa famille ou dans son entourage a été touché. Aucun doute non plus : il y a de plus en plus de gens qui veulent passer à l'acte, qui veulent effectivement se venger... » (1).

Tel est, en effet, le résultat inévitable de toute répression auto-limitée du type de celle pratiquée par l'armée sioniste en Cisjordanie et à Gaza, depuis le début de l'Intifada. Auto-limitée, au sens où, pour des raisons combinées d'ordre interne et international, elle ne peut atteindre les proportions d'une hécatombe massive, susceptible de briser le soulèvement en le noyant dans le sang. En conséquence, la tuerie "distillée", quasi-quotidienne, qui a cours (700 morts depuis décembre 1987 selon la Croix-Rouge, 1200 selon l'OLP) ne fait qu'accroître le ressentiment des réprimés et ajouter aux raisons générales de leur révolte autant de raisons "personnelles, individuelles", pour reprendre les termes du général israélien.

Dans ce contexte, comme l'ont parfaitement compris les sionistes "éclairés" menés par Shimon Pérès et leurs parrains de Washington, seule une manœuvre politique serait susceptible de désamorcer la

rébellion. De fait, au cours des premiers mois de cette année, la perspective d'un accord indirect entre le gouvernement israélien et l'OLP sous patronage américano-égyptien, le fameux plan Baker-Moubarak pour des élections dans les territoires occupés en 1967, avait réellement contribué à mettre l'Intifada en veilleuse. La balle semblait être passée dans le camp israélien, où elle avait fait voler en éclats le gouvernement d'"union nationale" (2).

Le "règlement" tourne court

Début avril, Pérès paraissait être sur le point de former le nouveau gouvernement et tout semblait se mettre en place pour rendre possible un processus de "règlement" négocié. Yasser Arafat lui-même, croyant récolter bientôt les deniers de sa politique de la main tendue aux dirigeants américains et israéliens, appelait les députés arabes à la Knesset (le parlement israélien) à voter pour Pérès. C'était bien la première fois qu'un dirigeant de l'OLP appelait à voter pour un dirigeant sioniste ! Ils furent tous deux amèrement déçus : la perspective tourna court, et ce à cause des caprices de quelques rabbins.

Et comme toujours, l'écroulement des perspectives politiques, ou plutôt des illusions, renforça, par exaspération, le potentiel de réaction explosive des masses. C'est un tel cheminement qui avait mené au déclenchement de l'Intifada (3). Son

1) *Le Monde* du 23 mai 1990.

2) Voir *Inprecor* n° 306 du 6 avril 1990.

3) Voir *Inprecor* n° 282 du 20 février 1989.



rebondissement, pour les raisons déjà évoquées, ne pouvait que la porter à un niveau supérieur de radicalisation, comme l'atteste le correspondant du journal *Le Monde* à Jérusalem, Alain Frachon : « A en croire les commentaires entendus dans certains milieux militaires, la forme nouvelle prise par ces affrontements inquiète tout particulièrement l'armée. Les soldats ont eu à faire face à des foules de centaines, voire de milliers, de manifestants, qui, défiant le couvre-feu, déferlaient dans les rues et sur les postes de l'armée. Ce type d'actions, qui rappelle les débuts de la révolution iranienne, est limité à la bande de Gaza, mais n'avait jamais connu pareille ampleur, sauf aux premiers jours du soulèvement palestinien, en décembre 1987 » (4).

Si c'est bien dans le secteur de Gaza que l'affrontement a été le plus violent et le plus massif, comme c'est souvent le cas ne serait-ce que pour des raisons de densité démographique (600 000 habitants sur 360 km²), cette fois, il s'est étendu comme jamais auparavant.

D'abord aux "Arabes israéliens". La plupart des localités et quartiers palestiniens à l'intérieur de l'Etat d'Israël, dans ses frontières de 1948, ont connu des scènes jusque-là réservées aux territoires situés au-delà de la "ligne verte". A Nazareth, surtout, la répression sioniste a fait usage de balles en caoutchouc, prenant le risque de tuer, comme cela arrive souvent avec ce type de balles en Cisjordanie et à

Gaza. Les affrontements du 21 mai 1990 ont fait plusieurs blessés parmi les "Arabes d'Israël".

C'est la même exaspération politique qui nourrit aujourd'hui le ressentiment des Palestiniens de citoyenneté israélienne et ceux de leurs frères et sœurs des territoires de 1967. Leur sentiment de révolte est aiguisé par le spectacle éminemment provoquant d'une immigration croissante de Juifs d'URSS dans l'Etat d'Israël, immigrants choyés et privilégiés en fonction des critères racistes et des ambitions expansionnistes des autorités sionistes, alors que : le statut des "Arabes israéliens" ne cesse de se dégrader ; les discours sionistes appelant à l'expulsion massive des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza se

multiplient ; la "loi du retour" israélienne s'applique à des Juifs de Russie, d'Ukraine et d'ailleurs, qui de surcroît préféreraient pour la plupart s'installer aux Etats-Unis mais en sont empêchés par des quotas d'immigration limitatifs, alors que les Palestiniens expulsés des terres où leurs générations successives ont vécu et parqués dans les camps de l'exil n'ont, eux, même pas un droit de visite.

Extension de la lutte en Jordanie...

L'entrée en scène des Palestiniens de Jordanie, qui constituent la grande majorité de ces derniers, est, sans nul doute, le fait le plus nouveau et le plus déterminant du nouvel embrasement déclenché le 20 mai 1990. Certes, au début de l'Intifada, il y avait bien eu quelques manifestations de solidarité dans les camps de réfugiés palestiniens en Jordanie, manifestations rapidement réprimées et étouffées. Le roi Hussein, qui a plus de sang palestinien sur les mains que n'importe quel dirigeant sioniste depuis qu'il a écrasé dans un bain de sang, en 1970, les organisations palestiniennes dans son royaume, avait pris toute la mesure du danger.

Dans le but de limiter l'effet contagieux de l'Intifada sur les masses palestiniennes et jordaniennes, effet d'autant plus à craindre que la Jordanie est en pleine crise économique, il avait déjà pris deux grandes mesures. La première, en

juillet 1988, fut la rupture des liens légaux et administratifs entre son trône et la Cisjordanie, qu'il revendiquait jusqu'alors comme partie intégrante de son royaume. Il croyait ainsi parvenir à démobiliser les Palestiniens de Jordanie, qui n'auraient plus qu'à attendre la naissance de l'Etat palestinien dans les territoires de 1967, et ce d'autant plus calmement que la décision jordannienne permettait d'inaugurer un nouvel épisode de relations "fraternelles" entre le roi Hussein et Yasser Arafat.

La seconde mesure prise par le monarque jordannien fut l'ouverture d'une soupape de sûreté "démocratique", en se mettant au diapason de la libéralisation politique en vogue à l'échelle mondiale. Cette mesure devint urgente à la suite des émeutes contre le coût de la vie qui secouèrent le royaume au printemps 1989. Un nouvel espace de libertés politiques, certes étroitement surveillées, fut donc ouvert en Jordanie, culminant avec des élections très relativement libres en novembre 1989, destinées à être l'exutoire des passions populaires. Là aussi, une vieille loi de la politique s'est trouvée confirmée : les brèches, aussi étroites fussent-elles, ouvertes dans des conditions de pression maximale et de frustrations longtemps accumulées, tendent inexorablement à se transformer en trou béant.

...et toujours la répression

Déjà, quelques jours avant le 20 mai 1990, une manifestation de masse, la plus importante en Jordanie depuis bien longtemps, s'était heurtée à une répression violente lorsqu'elle avait voulu se diriger vers le point de passage entre la Jordanie et la Cisjordanie. Mais, le 21 mai, c'est une véritable émeute qui a éclaté jusqu'en plein centre d'Amman, la capitale jordannienne, où 15 000 manifestants, en majorité des Palestiniens, ont saccagé des symboles américains. Plusieurs manifestations se sont déroulées les jours suivants, dans les camps de réfugiés palestiniens du royaume et dans les grandes villes. La répression ordonnée par Hussein a fait plusieurs morts et des dizaines de blessés.

Les événements de Jordanie sont d'une importance tout à fait décisive pour l'avenir de la lutte palestinienne. Non seulement parce que dans ce pays résident autant de Palestiniens que dans les territoires occupés par Israël en 1967, mais aussi et surtout parce qu'ils y sont majoritaires, y compris dans l'armée jordannienne elle-même ! Il y a donc là un rapport de forces qui permet véritablement

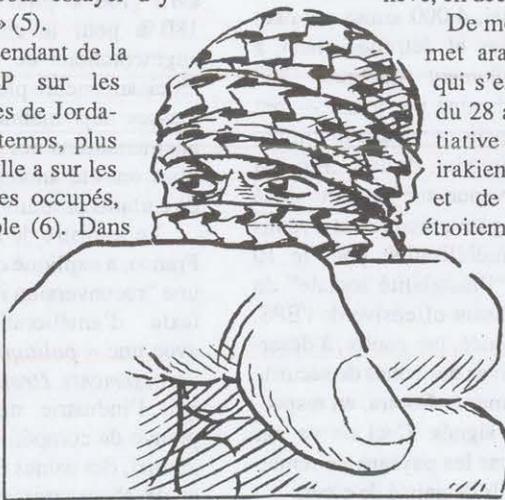
4) *Le Monde* du 23 mai 1990.

d'envisager la victoire — situation tout à fait unique pour les Palestiniens. Si l'on y ajoute le fait que la Jordanie est, avec l'Etat sioniste, l'autre mâchoire de l'étau qui enserme la Cisjordanie et qui, s'il n'est pas brisé, rend toute perspective d'indépendance illusoire, on trouvera tous les considérants qui nous ont fait affirmer sans relâche que le renversement de la monarchie d'Amman doit être un objectif clé de la stratégie nationale révolutionnaire palestinienne.

L'OLP en Jordanie

Et c'est entre autres, mais particulièrement, à l'aune de cet objectif incontournable que nous jugeons la direction Arafat de l'OLP. Or celle-ci, comme l'on pouvait s'y attendre, a déployé d'intenses efforts pour apaiser la colère des masses de Jordanie. En témoignent les informations rapportées par la presse arabe : « Un ministre jordanien a déclaré hier que l'OLP "a commencé à intervenir vigoureusement" dans les camps palestiniens pour y rétablir le calme et contrecarrer "les parties qui agissent contre la Jordanie" au travers des manifestations de protestation organisées contre Israël. Le ministre a dit également que le président Yasser Arafat a contacté Abdel Razzaq Yahia, le représentant de l'OLP à Amman, et "lui a donné des instructions au sujet des camps, et notamment celui de Baqaa". Le ministre jordanien a ajouté que Yahia s'est effectivement rendu au camp de Baqaa, tandis que "d'autres responsables de l'OLP se sont rendus au camp de Wahadat pour essayer d'y calmer la situation" » (5).

Cependant, l'ascendant de la direction de l'OLP sur les masses palestiniennes de Jordanie est, depuis longtemps, plus faible que celui qu'elle a sur les masses des territoires occupés, qui reste considérable (6). Dans les deux cas toutefois, la force montante au détriment de la direction de l'OLP n'est malheureusement pas celle de la gauche, sauf marginalement, mais bien celle



des intégristes musulmans. Aussi bien dans les territoires de 1967 que dans ceux de 1948, ou en Jordanie, ces derniers ont joué un rôle remarqué, parfois prépondérant, dans le nouvel embrasement. Leur croissance est directement proportionnelle aux concessions et aux compromissions de la direction de l'OLP, sur fond

d'impasse du "règlement" négocié et de violence sioniste accrue.

C'est ainsi que l'on en arrive à cette situation tout à fait paradoxale où, selon Françoise Chipaux, correspondante du journal *Le Monde* (7) : « Particulièrement conscient du danger, le roi Hussein aurait même encouragé le chef de l'OLP à ne plus faire de concessions sous peine de se laisser déborder, notamment par des islamistes palestiniens... Tous, y compris les Frères musulmans de Jordanie, dont l'emprise se renforce [leur performance a été impressionnante aux élections de novembre dans le royaume — ndr], lancent des "appels à la guerre sainte pour la libération de toute la Palestine". »

Que le conseil attribué à Hussein ait réellement été donné ou non, il n'a, en tous cas, été suivi que dans la forme. Le 23 mai 1990, Yasser Arafat passait un nouvel accord avec Washington, évitant à l'administration Bush l'embarras de devoir lui accorder un visa pour New York. Le Conseil de sécurité des Nations-Unies s'est donc déplacé à Genève pour écouter le président de l'OLP demander l'intervention d'observateurs internationaux en Cisjordanie et à Gaza. On a cependant noté que le ton de celui-ci était plus ferme que lors de son intervention devant l'Assemblée générale de l'ONU, à Genève, en décembre 1988.

De même, lors du sommet arabe extraordinaire qui s'est réuni à Bagdad du 28 au 30 mai, à l'initiative conjointe du tyran irakien Saddam Hussein et de Yasser Arafat, étroitement alliés depuis plusieurs années, ils se sont tous deux distingués par leurs critiques acerbes de la politique arabe des Etats-Unis. Mais, au-delà de la fermeté du ton, le discours du chef de l'OLP, tant à Genève qu'à Bagdad, a fondamentalement continué à exhorter Washington à changer de politique au Moyen-Orient et à exercer des pressions sur Israël. « Nous demandons aux Etats-Unis, a déclaré Arafat à Bagdad, de mettre fin aux attermoissements, aux hésitations et à la

confusion qui caractérisent leur comportement. » A Genève, il a appelé le gouvernement américain à cesser de « se faire dicter sa politique par Israël ».



Il serait néanmoins erroné de ne voir que des illusions dans ce discours. Certes, on ne saurait qualifier autrement l'idée selon laquelle l'administration américaine est en quelque sorte tributaire de la politique israélienne, alors que ses penchants naturels devraient la pousser à être plus favorable aux Palestiniens. Mais Yasser Arafat parle en connaissance de cause : il n'attend pas que Washington fasse siennes les aspirations du peuple palestinien. Il souhaite simplement que les Etats-Unis agissent plus énergiquement pour instaurer une *pax americana* au Moyen-Orient, une "paix" pour laquelle il s'est déjà prononcé en acceptant l'essentiel de leurs conditions.

En fait, le raffermissement du ton du chef de l'OLP est lié à sa profonde conviction que le gouvernement américain est plus déterminé que jamais à exercer des pressions sur Israël pour avancer vers un "règlement" négocié, au moment où l'évolution du soulèvement palestinien commence à menacer sérieusement l'ordre impérialiste dans l'ensemble de la région. Le nouvel embrasement de l'Intifada et, surtout, son ex-tension à la Jordanie sont de puissants facteurs achevant de convaincre Washington de l'urgence de jouer les pompiers, ce qui implique bien sûr de neutraliser les pyromanes que sont Shamir et ses acolytes. Le fait que l'administration Bush se soit prononcée pour l'envoi d'une mission d'observation de l'ONU dans les territoires occupés en 1967 révèle son agacement face à l'intransigeance des "faucons" sionistes.

Quelle que soit l'issue de ces manœuvres, une chose est cependant certaine : elles ne déboucheront jamais sur une souveraineté palestinienne réelle. Celle-ci ne sera jamais octroyée ; elle devra être arrachée par la lutte combinée de toutes les composantes du peuple palestinien et de ses alliés dans les territoires où il réside. L'embrasement du 20 mai 1990 aura posé un jalon important sur cette voie. ★

30 mai 1990

5) *Al-Hayat*, quotidien arabe de Londres, du 23 mai 1990.

6) Voir *Inprecor* n° 281 du 6 février 1989.

7) *Le Monde* du 23 mai 1990.

Pas d'état de grâce pour Violeta

Trente jours auront suffi pour que le gouvernement de l'Union nationale d'opposition (UNO) se démasque et pour mettre le Nicaragua en ébullition. Cédant à son aile la plus réactionnaire, Violeta Chamorro a lancé une offensive contre les acquis de la révolution en prenant un train de mesures anti-ouvrières. En trois jours les prix ont augmenté de 200 % ! La riposte ne s'est pas faite attendre : quinze jours de mouvements sociaux et une grève générale dans la Fonction publique. La transition sera chaude !

Cecilia GARMENDIA



L'UNION nationale d'opposition (UNO) est au gouvernement depuis le 25 avril 1990. Depuis, les tensions ne cessent de s'accroître du fait des mesures brutales annoncées par Violeta Chamorro et de la surenchère que continue à exercer la Contra. Après avoir renégocié les termes et les délais de sa démobilisation, la Contra a exigé de nouvelles garanties. N'acceptant pas le maintien du commandant Humberto Ortega à la tête de l'Etat major de l'Armée populaire sandiniste (EPS), elle veut continuer à faire pression pour enlever tout pouvoir aux sandinistes et avoir sa part du gâteau.

Les secteurs les plus réactionnaires de l'UNO, derrière le vice-président Virgilio Godoy, encouragent la Contra dans cette attitude et s'en rapprochent de plus en plus pour essayer de provoquer le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) — ils tentent ainsi de le prendre de court, espérant lui faire payer le contre-coup de sa défaite électorale. La Contra, arrogante, met la barre très haut, en demandant qu'un territoire lui soit "cédé" où ses hommes s'installeraient et "travailleraient". Le gouvernement lui avait proposé une zone de 16 000 Km², dans la région de Rio San Juan, à la frontière du Costa Rica, où le FSLN est hégémonique ; ce dernier, évidemment, refuse une telle hypothèse.

Les rencontres entre les chefs de la Contra et les nouveaux hommes du gouvernement se multiplient, à Managua ou, directement, dans les camps des contras. Les mercenaires continuent de piller les campagnes, menacent, attaquent, séques-

trent ou tuent, notamment des militants sandinistes. Un dirigeant paysan de la région de Carazo, Paulino Umaña, a été décapité ; un autre militant sandiniste, Noel Antonio Murillo, a été assassiné à bout portant chez lui ; un ancien Garde national somoziste a poignardé deux personnes... Des locaux du FSLN sont régulièrement pillés et l'emblème de la *Mano Negra* (la Main noire) continue d'apparaître sur les murs des maisons des militants connus. On ignore si ces exactions et ces provocations sont le fait des contras eux-mêmes, de groupes de délinquants ou d'hommes de main des secteurs les plus droitiers de l'UNO.

Officiellement, la Contra aurait dû commencer à rendre ses armes aux casques bleus de l'ONU avant le 25 avril, mais elle le fait très lentement. Selon les accords, le 14 mai, 4 000 armes auraient dû être récupérées et détruites, mais, à cette date, seulement quelques 300 contras — une dizaine par jour ! — ont rendu de vieux fusils et aucune munition. Le 18 mai, la direction de la Contra est publiquement revenue sur l'accord signé avec le nouveau gouvernement et a remis en cause sa démobilisation pour le 10 juin, prétextant "l'instabilité sociale" du pays et une soi-disant offensive de l'EPS. Celle-ci a commencé, par contre, à désarmer les coopératives des zones de sécurité où doit se regrouper la Contra, en respectant les accords signés. Ceci ne va pas sans problèmes car les paysans ne remettent pas leurs fusils de gaieté de cœur.

L'attitude de la Contra, comme les déclarations des secteurs les plus droitiers de l'UNO, en disent long sur leurs intentions : assiéger et provoquer les sandinistes pour les obliger à abattre leur jeu au plus vite, les jugeant en position de faiblesse après le scrutin du 25 février.

L'accord de passation de pouvoirs, signé le 25 mars entre le FSLN et l'UNO,



comme les discours de la présidente et de son entourage à la veille du 25 avril, invoquaient la "réconciliation nationale" ; certains secteurs de la bourgeoisie voulaient éviter les attaques frontales du Front et calmer les tensions sociales. La direction du FSLN, elle, répondait avec un ton conciliateur à cette modération initiale. Cependant, la tactique de l'UNO a changé, dès la prise de fonctions de sa présidente.

La "contre-réforme" est en marche

Le gouvernement a immédiatement pris une série de mesures économiques qui frappent de plein fouet les salariés et la petite production agricole. Quatre dévaluations ont déjà eu lieu depuis le 25 avril (100 % pour le change officiel et 180 % pour le change parallèle), sans augmentations de salaires équivalentes, réduisant encore plus le niveau de vie des masses déjà malmenées par la crise. Des augmentations des tarifs des services publics ont été annoncées, ainsi que celles de certains produits alimentaires.

Le ministre de l'Economie, Silvio de Franco, a expliqué qu'il voulait procéder à une "reconversion industrielle", sous prétexte d'améliorations technologiques, avec une « politique très agressive d'investissements étrangers » ; il a déclaré que l'industrie nationale devrait faire preuve de compétitivité pour survivre (le 25 mai, des usines nationalisées de textile et de chaussures avaient déjà mis leurs travailleurs en chômage technique...). Ce plan prévoit aussi la réhabilitation de la zone franche industrielle avec l'aide d'investisseurs « nicaraguayens vivant à l'étranger » dans le but de développer de nouvelles exportations. Le nouveau ministre de l'Agriculture se préoccupe beaucoup plus des grands propriétaires de plantations de riz ou de coton que des pe-

tits producteurs (qui pourtant fournissent 60 % de la production nationale).

Le décret prévoyant la location du secteur nationalisé (APP) au privé, pris plus vite que prévu, a mis le feu aux poudres. Il a été annoncé, avec d'autres dispositions tout aussi impopulaires, le 11 mai 1990. Les propriétaires du secteur touché par la réforme agraire pourront désormais réclamer — avec ou sans justificatifs — leurs anciens domaines. En ce qui concerne le secteur nationalisé (à l'exception des terres confisquées à Somoza et à ses proches, par le décret n° 3 en 1979), les anciens latifundiaires pourront louer des terres, oisives ou pas, qu'ils paieront en "cordobas-oro" (nouvelle monnaie en parité avec le dollar) ; et s'ils apportent la preuve qu'ils ont travaillé efficacement ces domaines ils pourront les récupérer.

Attaques frontales

Les anciens propriétaires auront aussi la possibilité de réclamer les terres remises à des coopératives ou à des paysans par la réforme agraire ; si ces domaines ne peuvent pas leur être rendus pour « des raisons de réforme agraire ou si elles sont occupées par des petits paysans parcelnaires ou par des coopératives qui rempliraient leurs fonctions sociales et économiques », ils seront indemnisés. Etant donné que la bourgeoisie ne reconnaît pas "l'utilité" de la petite production paysanne et que le taux d'intérêt des crédits bancaires pour les producteurs est aujourd'hui de 15 % (un des plus élevés du monde) et met en danger le prochain cycle agricole — notamment pour les cultures vivrières —, la porte est grand ouverte à la reconcentration foncière.

L'organisation des paysans et des coopératives (UNAG) et le syndicat des ouvriers agricoles (ATC) préparent une marche de paysans sur Managua pour protester contre ces décrets et nombre de propriétés du secteur nationalisé, menacées de reprivatisation, sont occupées par leurs ouvriers agricoles.

Les terrains et les logements distribués en ville sont quant à eux mis en cause par un autre décret. La présidente a aussi émis une ordonnance pour modifier la "loi du service civil" — qui empêche, entre autres, le licenciement des fonctionnaires pour des motifs politiques — et annuler les conventions collectives (les licenciements pour des raisons politiques qui avaient déjà eu lieu après le 25 avril,

ont presque tous été bloqués par la mobilisation dans les ministères) ; 6 000 employés de l'Etat ont immédiatement organisé une manifestation devant le siège du gouvernement.

L'UNO veut nettoyer l'administration des sandinistes et placer "ses" gens, notamment ceux qui rentrent d'exil mais, pour le moment en tout cas, elle affronte une riposte sociale de taille.

Toutes ces mesures contredisent le discours électoral populiste de Violeta Chamorro, qui promettait une amélioration de la situation sociale ; elles constituent une véritable déclaration de guerre envers le FSLN et les conquêtes de la ré-

vo, qui représentent les grands intérêts financiers, veulent prouver qu'un modèle néo-libéral convient à un pays comme le Nicaragua (les ministres se sont d'ailleurs attribués des salaires qui vont jusqu'à 5 500 dollars mensuels, or un technicien moyen au Nicaragua gagne 48 dollars, et le salaire minimum revendiqué est de 150 dollars !).

Ces mesures démasquent la véritable nature du gouvernement ; le FSLN peut faire une véritable leçon de choses à tous ceux qui avaient voté pour l'UNO en espérant de meilleures conditions de vie ou pour donner un avertissement à la direction sandiniste.

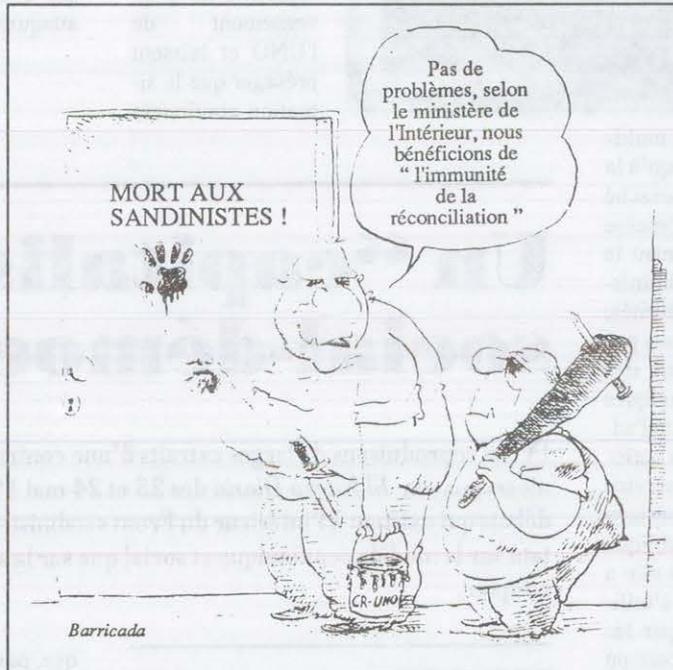
L'épreuve de force se joue aussi localement. L'installation des nouveaux maires de l'UNO s'est souvent faite après de violentes altercations avec les élus sandinistes ; de nombreux fonctionnaires des mairies passées à droite ont été licenciés. L'UNO veut faire le ménage et surtout installer un contre-pouvoir, en utilisant la force que lui donne sa majorité dans les municipalités et les gouvernements régionaux. Dans ce domaine, le Front sandiniste manie la carotte et le bâton en essayant de jouer sur les contradictions de l'UNO. Ainsi, les conseillers municipaux du FSLN ont voté pour le nouveau maire de Managua, Aleman, un grand planteur de café. Quelques jours plus tard, celui-ci a annoncé son intention de revenir sur les attributions de logements et de terrains, et de licencier des

employés de la mairie qui, selon lui, serait au bord de la banqueroute. En même temps Aleman gaspille son budget en organisant de "petites fêtes" (dont une, qui lui a coûté 8 000 dollars, avec la crème de la bourgeoisie nicaraguayenne et des exilés cubains qui ont annoncé que le Nicaragua serait leur tremplin pour écraser la révolution à Cuba).

Face à de telles pratiques de la bourgeoisie, la tactique du Front qui essaye de diviser l'UNO, dans un climat de tension sociale, est difficile à comprendre pour la majorité de la population victime des attaques du gouvernement.

Le Front national des travailleurs

Dans ce contexte, la riposte syndicale ne s'est pas faite attendre. Le vendredi 12 mai 1990, un Front national des travailleurs (FNT) a été mis sur pied ; il regroupe les principaux syndicats : ouvrier (CST), ouvrier-agricole (ATC), de la



volution. Car il s'agit bien d'une "contre-réforme", comme le dit le Front sandiniste ; le nouveau gouvernement a poussé la provocation jusqu'à annoncer ces décrets en plein conflit dans la Fonction publique, tout en menaçant de déclarer la grève illégale et de licencier les grévistes. Les attaques très violentes que la presse et les média proches de l'UNO mènent contre l'ancienne administration, accusée de détournements de fonds et de mauvaise gestion, tendent à justifier ses coups de butoir et à légitimer le démantèlement de l'Etat révolutionnaire. Par ailleurs, en émettant ces décrets, la présidente touche à des domaines inscrits dans la Constitution qui ne devraient être modifiés que par des votes du parlement. Moises Hassan, député du Mouvement d'unité révolutionnaire (MUR), ancien militant du FSLN et ancien maire de Managua, ne s'est pas privé de voter certaines dispositions avec l'UNO au parlement !

Les technocrates formés à Harvard de l'équipe gouvernementale de V. Chamorro

santé (FETSALUD), de techniciens (CONAPRO), de journalistes (UPN) et d'employés administratifs (UNE) et des discussions sont en cours avec Frente Obrero, le syndicat du Mouvement Populaire marxiste-léniniste (MAP-ml, d'origine maoïste).

Le 1er Mai, les organisations syndicales ont manifesté en exigeant 100 % d'augmentation salariale et le ministère du Travail a répondu en proposant 60 %. Après les dévaluations, les syndicats ont chiffré à 200 % leurs revendications.

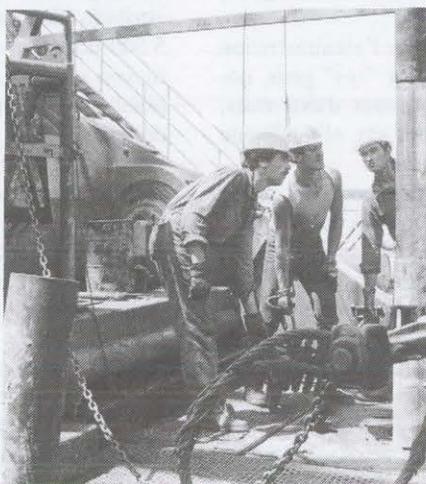
Les mouvements sociaux se sont multipliés dans la Fonction publique, jusqu'à la grève générale du 14 mai qui a arraché 100 % d'augmentation et la promesse d'une révision des mesures concernant le droit de licenciement dans l'administration. Malgré les menaces des autorités, les grévistes ont occupé des bâtiments publics et même séquestré le ministre des Affaires étrangères pendant quelques heures. La grève s'est étendue à toute l'administration, ainsi qu'à l'éducation nationale, aux télécommunications, au service d'eau, à la santé, etc. Violeta Chamorro avait menacé d'utiliser la force publique pour déloger les travailleurs, mais elle a fini par négocier. Elle sait bien que l'utilisation de la police (corps formé par les sandinistes, auquel elle n'a pas encore pu toucher) intimide très peu les gens... Le gouvernement a du mal à lui faire appliquer des ordres de répression féroce.

Enfin, la situation économique risque de s'aggraver. L'aide demandée par l'UNO aux Etats-Unis et approuvée par le Congrès (300 millions de dollars) parvient au compte-gouttes. A ce jour, seule une donation alimentaire de 12,5 millions de dollars est arrivée en provenance de ce pays ; elle était d'ailleurs conditionnée : les bénéficiaires de la vente de ces produits devront aller au processus de privatisation...

Les syndicats ne réclament pas la chute du gouvernement, ils expliquent qu'ils veulent l'obliger à négocier et freiner ses attaques. C'est aussi le discours que tient le FSLN qui appuie sans ambiguïté le mouvement social.

On assiste donc à une accélération de la riposte du FSLN. Cette accélération est provoquée par l'attitude de l'UNO et aussi renforcée par l'ampleur de la riposte sociale face aux attaques. La bourgeoisie, de son côté, sous la pression de son aile la

plus réactionnaire — à laquelle Violeta Chamorro est obligée de donner des gages après avoir dû céder la direction de l'armée au FSLN —, veut aller vite en besogne.



Elle espère porter un coup mortel au FSLN avant qu'il ne retisse sa base sociale malmenée par la guerre et la crise économique qu'il a dû gérer. Mais ces oscillations prouvent la faiblesse et l'hétérogénéité du gouvernement de l'UNO et laissent présager que la situation continuera

d'être très instable (voir encadré en p. 9).

Le discours de la direction du FSLN qui, avant le 25 avril, lançait des appels au calme social, a changé radicalement : elle propose maintenant un "plan de lutte" aux travailleurs et appelle à la mobilisation pour contrer le « danger de retour au somozisme ». Les média proches du FSLN durcissent aussi le ton et brandissent des menaces — il est vrai que le FSLN peut, s'il le souhaite, paralyser le pays. Le FSLN refuse les reculs que le gouvernement veut imposer à la révolution et veut redonner sa place au mouvement populaire et syndical dans la confrontation actuelle avec la bourgeoisie ; il est conscient que ce sera la seule façon de contrer ses attaques. ★

29 mai 1990

Un "capitalisme social-démocrate" ?

Nous reproduisons de larges extraits d'une contribution parue dans le quotidien nicaraguayen *El Nuevo Diario* des 23 et 24 mai 1990 ; ce texte illustre bien les débats qui existent à l'intérieur du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) tant sur le modèle économique et social que sur la situation actuelle et l'attitude adopter.

DOCUMENT



L'HISTOIRE nous enseigne, surtout au regard des événements spectaculaires que nous vivons, que lorsque le mouvement révolutionnaire subit des défaites qui paraissent déterminantes et que le capitalisme, lui, semble traverser une phase ascendante, il est normal que des voix s'élèvent parmi les révolutionnaires pour dire qu'il est insensé de vouloir brûler des étapes et se lancer dans des révolutions sociales prématurées. En expliquant qu'il faut laisser le champ libre au capitalisme pour qu'il se développe, ces mêmes camarades pensent que, dans les conditions actuelles, les révolutionnaires ne peuvent que se battre pour que le capitalisme soit le moins "sauvage" possible. Selon eux, il faudrait lutter pour que les bénéficiaires du système ne restent pas dans les mains de "ceux d'en haut" et

que, partiellement au moins et sous forme de bénéfices sociaux, ils soient partagés avec "ceux d'en bas".

Dans un tel cas de figure, selon ces camarades, il ne faudrait donc pas se battre contre le capitalisme et pour une révolution prématurée et inopportune, mais pour des réformes sociales, pour arracher une certaine "démocratisation des richesses" dans le cadre de ce système.

Face à de telles opinions, ceux qui s'entêtent à continuer de hisser les idéaux révolutionnaires, se trouvent marginalisés par une majorité de camarades qui rejoint le courant euphorique des couches moyennes petites-bourgeoises, vacillantes, celles-là mêmes qui, autrefois, avaient été séduites par les rêves de la révolution, mais qui aujourd'hui sont impatientes de "partager" les richesses promises. Elle veulent retrouver un rôle stabilisateur dans le système dominant ; dans des situations extrêmes, ces classes moyennes sont même capables d'accuser leurs anciens camarades — qui ne veulent pas que le mouvement populaire stagne — d'"aventuriers", de "radicaux", de

“subjectivistes” et d’apôtres d’un avenir révolutionnaire qui n’existerait que dans leurs têtes brûlées. (...)

Ils affirment même que s’opposer aux privatisations signifie s’opposer à une tendance mondiale.

Concrètement, dans les conditions qui sont celles du Nicaragua, le capitalisme peut-il se développer de façon “non sauvage” ? Un “capitalisme social-démocrate” est-il possible ?

Oui, à condition que le nouveau régime obtienne tous les ans une somme d’environ 800 à 1 200 millions de dollars ; autrement, il serait obligé d’accepter des recettes sauvages comme le “Plan bleu et blanc” (1) de l’organisation patronale (COSEP) qui — selon un dirigeant social-démocrate européen — symbolise le capitalisme retardataire, primitif et “troglydote”, voire “sauvage”.

En l’absence de subsides extérieurs, le capitalisme dans notre pays — et ce n’est pas une question de mauvaise volonté ni de cruauté, mais une nécessité — doit se développer de façon sauvage ; c’est un trait inhérent à l’accumulation primitive.

Capitalisme troglodyte

Le capitalisme qui s’est développé au Nicaragua, dépendant, arriéré et déformé, ne conduit pas à “l’épanouissement” des forces productives ; il ne peut survivre qu’en s’endettant fortement, pour compenser ses maigres capacités d’accumulation. Lorsque le crédit s’épuise, il ne s’en sort qu’en exerçant une pression croissante sur la force de travail. Ce capitalisme n’a aucune aptitude propre à encourager, grâce à l’accumulation, les forces productives du travail social qui le mettraient en valeur en augmentant la productivité et donc créeraient une plus-value relative qui serait compatible avec des améliorations des salaires réels et des “acquis sociaux” des travailleurs. Son retard, son manque de compétitivité et sa configuration obsolète, le placent à la queue du marché international ; il ne peut donc subsister qu’en faisant pression sur la plus-value absolue et en augmentant la sur-exploitation. Face au geste de mépris que certains de manqueront pas de faire du haut de leurs convictions, tout en expliquant que ce que je développe là est “théorique” et n’est que du “baratin dogmatique”, je renvoie les lecteurs à la triste réalité de l’Amérique latine. Le capitalisme dépendant, sous les pressions du Fonds monétaire international (FMI), a les mains libres ; il ne cache plus sa réalité : le règne d’une détérioration sans précédent des salaires réels, de l’augmentation du chômage, d’énormes fuites de capitaux... autant d’éléments qui provo-

quent concrètement des explosions sociales

En somme, je suis de l’avis qu’un capitalisme dépendant ne peut survivre que sur le dos d’une dépression croissante des salaires — même le retard terrible dans les salaires comme nous nous étions nous-mêmes [le FSLN — ndlr] imposés, pour financer la défense de la révolution et la politique d’unité nationale, ne lui suffit pas. En économie politique cela s’appelle de la sur-exploitation, et non pas de l’“augmentation de la productivité et de l’efficacité”. (...)

Certains de nos camarades, qui — avec les meilleures intentions du monde — rêvent d’un “capitalisme social-démocrate”, ne font que renforcer les illusions des masses et leur démobilisation, au lieu de les préparer, avec des mots d’ordre révolutionnaires justes, aux affrontements féroces qui approchent. (...)

La grande bourgeoisie sait très bien que le pacte social-démocrate n’est pas viable au Nicaragua ; les Lacayo ou les Cesar (2), qui prêchent ce modèle, lui sont utiles pour amadouer le sandinisme, pour le neutraliser et lui permettre de gagner du temps. La bourgeoisie espère que le peuple, momentanément assommé par les effets positifs des “aides” des Etats-Unis, laissera tout loisir au régime pro-capitaliste pour qu’il se renforce et oubliera en même temps les “rêves” sandinistes. Le moment venu, lorsqu’elle tiendra mieux les rênes économiques et l’appareil idéologique, et en l’absence d’un mouvement combatif, elle avancera vers le contrôle de la société. Cette main mise voudra se faire plus forte, absolue même, pour rétablir totalement le somozisme, sous le règne sans partage du capital : voilà son rêve... Et voilà ce qui nous menace si le mouvement de masse ne lutte pas tout de suite. (...)

Pedro Antonio Rodriguez
El Nuevo Diario



1) Le “Plan bleu et blanc” (aux couleurs du drapeau national nicaraguayen...) était le programme économique dans la pure tradition du FMI, soutenu par les secteurs les plus droitiers de l’UNO ; il s’opposait au “plan Mayorga” — du nom du conseiller de V. Chamorro et actuel président de la Banque centrale - qui, lui, se voulait “social-démocrate”.

2) Antonio Lacayo et Alfredo Cesar, dirigeants du Parti social-démocrate (après avoir été des alliés des contras...), sont des technocrates qui ont une grande influence sur Violeta Chamorro. Ils ont été chargés de négocier la transition de gouvernement avec le FSLN.

Dernière minute

Déclaration de guerre ?

Le gouvernement de l’UNO et la Contra ont signé un nouvel accord concernant la démobilisation de cette dernière, le 31 mai 1990, qui prévoit, entre autres :

● La création d’une « police d’ordre interne avec la participation des anciens combattants [de la Contra] dont le but principal est de garantir la vie et l’intégrité physique des citoyens vivant dans ces zones [de regroupement des contras — ndlr] ; (...) ces policiers devront faire partie des structures du ministère de l’Intérieur ».

L’UNO engage donc, malgré ses promesses, la création d’une police parallèle. Les récents conflits sociaux lui ont montré les limites de son pouvoir, tant que le FSLN détient l’Armée et la police ; l’UNO essaye de doubler l’Etat révolutionnaire.

● « La démilitarisation de la zone de conflits ». L’UNO veut interdire la présence de l’Armée sandiniste dans les zones où agissent les contras.

● « La poursuite du désarmement des civils [de ces zones, ndlr] ; ce qui signifie, en clair, le désarmement des coopératives d’auto-défense et des milices, notamment dans les zones où se trouve la Contra.

● « Le gouvernement s’engage à nommer un représentant des démobilisés, désigné par la Résistance, dans les ministères qui traitent des affaires des ex-combattants et de leurs familles : santé, réforme agraire, travail, etc (...) ». La Contra participera ainsi de fait au gouvernement et aura voix au chapitre sur tous les points sensibles (conflits du travail et de la terre).

Cet accord prévoit l’installation des contras dans des zones, où des terres leurs seront attribuées (celles que le gouvernement veut reprendre aux paysans qui ont bénéficié de la réforme agraire sandiniste, peut-être...) ; les contras recevront des titres de propriété agricoles ou urbains (ceux-là mêmes que le gouvernement actuel veut arracher à ceux qui en ont reçu depuis 1979, peut-être...).

C’est une véritable déclaration de guerre au FSLN. L’UNO tente d’accélérer la contre-révolution. A l’heure où nous mettons sous presse *Inprecor*, nous n’avons pas encore reçu les déclarations du Front sandiniste à ce sujet. ★

1er juin 1990

La loi du plus fort

Après avoir subi un revers lors des élections régionales du 13 mai 1990, le chancelier ouest-allemand, Helmut Kohl, veut accélérer le processus d'intégration de la République démocratique allemande (RDA) à la République fédérale allemande (RFA). Le 18 mai, un accord de transition a été signé par les deux gouvernements allemands, donnant pleins pouvoirs en matière d'affaires financières concernant les deux Etats à la Banque fédérale ouest-allemande. Et, le 1er juillet prochain, le traité d'union monétaire, économique et sociale entrera en vigueur.

On s'attend, qu'à l'automne prochain, le parlement est-allemand vote la fin formelle de l'existence de la RDA. Le chancelier Kohl espère transformer les élections de RFA du 2 décembre 1990 en élections pan-allemandes — et battre son rival social-démocrate, Oskar Lafontaine, grâce aux voix est-allemandes.

Winfried WOLF



« *QUE L'UNITE ait lieu un an plus tôt ou un an plus tard, c'est sans importance* » ! Telle est l'opinion d'un spécialiste de la RDA, membre du Congrès de l'industrie et du commerce alle-

mand, sur le traité d'union monétaire économique et sociale entre les deux Allemagne qui vient d'être signé. D'un point de vue politique, ce traité n'est qu'un *diktat* stipulant l'annexion sans conditions de la RDA par le capital et le monde des affaires ouest-allemands. Ce document de la reddition totale a été signé, du côté est-allemand, par une "large coalition" de partis ; cette coalition existe aussi du côté ouest-allemand.

Le gouvernement ouest-allemand n'a pas manqué de souligner la portée symbolique du traité. Mais, alors que Kohl avait présenté ce document comme la « *naissance d'une Allemagne libre* » — ce qui est vrai en ce qui concerne la liberté d'exploiter —, les gouvernements n'ont reçu le texte du traité que 18 heures avant de la signature. Le texte est marqué du sceau de la République fédérale ; et les parlementaires de l'Union social-chrétienne (CSU) et de l'Union chrétienne-démocrate

(CDU) demandent déjà que le ministre est-allemand de l'Intérieur, lui-même conservateur endurci, « *laisse gentiment le drapeau de la division à l'extérieur de la salle des négociations* ».

Sous la houlette de la RFA

La base — c'est-à-dire l'économie capitaliste — détermine la superstructure a déclaré Karl Marx ; « *en dernière instance* » ajoutait Friedrich Engels. Et la coalition de Bonn a concrétisé cela par rapport à la RDA — très vite ! L'économie capitaliste doit être mise en place au 1er juillet 1990. Les élections pan-allemandes établiront la superstructure, après que le traité ait mis sur pied la base. Et, alors que les formulations du traité concernant la superstructure sont vagues (« *grâce au fait, qu'à l'automne 1989, une révolution pacifique et démocratique a eu lieu en RDA, les signataires du traité sont arrivés à un accord...* »), les attendus sur la base économique sont relativement précis.

Le 1er juillet 1990, le Deutsche mark deviendra la monnaie commune des deux Allemagne. Il est "évident" que les pièces seront frappées, les billets imprimés et la circulation de l'or contrôlée en RFA. « *La Deutsche Bundesbank [banque centrale ouest-allemande] règle (...) la masse monétaire et le volume du crédit dans toute la zone monétaire* ». Personne ne s'est demandé si la RDA ne devrait pas bénéficier



d'un strapontin dans ce temple du capital ouest-allemand.

Le 1er juillet 1990, d'après le traité, « *la base de l'union économique sera l'économie sociale de marché* ». Les caractéristiques de ce prétendu "marché social" sont « *la propriété privée, la concurrence, la libre formation des prix et une totale liberté de circulation du travail, du capital, des biens et des services* » (article 1). Les « *dispositions de la Constitution de la RDA qui vont à l'encontre de l'union* », tout particulièrement celles qui constituaient le « *fondement de la société et de l'Etat socialistes* » ne seront plus appliquées (article 2).

Le traité suggère que, pour certaines branches industrielles qui risquent de déperir rapidement des suites de l'union monétaire, des mesures transitoires d'amortissement sont possibles, comme par exemple l'imposition d'une taxe en RDA sur les produits importés de RFA. Cependant, la nature fictive de ces règlements et de leur effet d'amortissement est dévoilée par l'évocation de « *l'arrêt des contrôles sur la frontière inter-allemande* » (article 12), car cette frontière, en fait, ne peut plus être contrôlée, entre autres à cause de la présence de Berlin-Ouest au milieu de la RDA. L'union monétaire comprend aussi l'union douanière ce qui entraînera une compétition directe à partir du 1er juillet 1990.

L'accord s'applique aussi implicitement au marché mondial. Selon l'article 13, « *la RDA prend en compte les principes d'un commerce mondial libre* ». Généreusement, le texte précise que la RFA « *mettra à disposition sa propre expérience* » pour que la RDA puisse s'intégrer le plus possible dans le marché mondial.

Quant à l'article 17, il stipule que la « *liberté d'association, l'autonomie des*

négoiations salariales, le droit de grève, la cogestion et la protection contre les licenciements » etc., seront établis « *selon les droits en vigueur en RFA* ». Le Parti social-démocrate (SPD) tant en RDA qu'en RFA s'est réjoui de ce texte, car le droit des employeurs à licencier en cas de grève n'apparaîtrait plus aussi nettement que dans la première version du traité. Cette affirmation n'est qu'un mirage car, en Allemagne fédérale, le droit de licenciement est inscrit dans la législation concernant les conflits dans l'industrie. Pire encore, après le 1er juillet, en RDA, les grèves politiques seront interdites, y compris celles qui s'opposeraient à l'*anschluss*. Même les grèves strictement économiques seront sujettes à des restrictions (à travers, par exemple, le paragraphe 116 de la loi sur le Travail).

L'article 24 limite explicitement les conventions collectives dans le secteur public. Les accords salariaux dans ce secteur doivent « *correspondre aux conditions économiques et financières générales de la RDA* » : pas d'argent, pas de salaires, pas de conventions collectives.

Finalement, les articles 25 à 28 précisent que le dernier mot, en matière de dépenses publiques et surtout en ce qui concerne les nouveaux crédits, revient... au ministre des Finances ouest-allemand.

Partie perdue d'avance

Ce traité est un accord entre deux parties dont l'une achète et l'autre veut être achetée. A ce niveau, celui des gouvernements, les dés sont pipés. La RFA possède tous les atouts et le gouvernement de RDA n'a rien à offrir, car il n'a pas voulu s'appuyer sur les forces vives des événements de l'automne 1989 — le peuple de RDA et ses intérêts.

Aujourd'hui, ceux qui sont au pouvoir, tant à Bonn qu'à Berlin, calculent froidement les conséquences du traité. Avant la fin 1990, on assistera à des licenciements massifs. Le ministre de l'Intérieur de RDA, Diestel a parlé de « *trois ou quatre millions de chômeurs* ». Pour préparer le terrain, il demande instamment que la police soit vite armée et que des unités spéciales soient créées sur les restes de la *Stasi* (voir *Inprecor* n° 308 du 4 mai 1990) ; après tout, dit-il, ses anciens membres sont des « *gens entièrement nouveaux : les corps sont restés les mêmes mais leurs esprits sont différents* ». Mais on peut craindre le contraire ! Il faut espérer que la mobilisation de la population de RDA, pour résister au traité et à ses conséquences, arrête ce lavage de cerveau. ★

Soz, 11 mai 1990

Histoire d'une économie sacrifiée

Qu'elles viennent de l'Ouest ou de l'Est, les appréciations sur la situation économique actuelle en République démocratique allemande (RDA) sont contradictoires. Cependant, il s'est avéré que la situation est bien pire que ne le suggéraient les propagandistes de la gestion bureaucratique. Les affirmations, faites avant novembre 1989, par des partenaires commerciaux occidentaux de la RDA étaient aussi trop optimistes. Les efforts que fournit la RDA pour continuer à payer régulièrement ses créanciers étrangers peuvent donner une impression biaisée de la réalité. En effet, la structure commerciale de la RDA est de moins en moins compétitive par rapport aux pays capitalistes développés, et s'accompagne d'un accroissement énorme des exportations pour contrebalancer ce déclin économique.

Winfried WOLF



EN RDA, sous le régime antérieur, la réduction des exportations de produits techniques modernes était contrebalancée par l'exportation croissante de matières premières (potasse et charbon), de vêtements, de main-d'œuvre, de viande et de bétail, ainsi que de fruits et de légumes. Et, à l'instar des autres pays du «socialisme réellement existant», bien avant le «changement» de novembre 1989, la RDA devenait de plus en plus une réserve de main-d'œuvre bon marché pour la Communauté économique européenne (CEE), principalement pour l'industrie et le commerce ouest-allemands, grâce à l'existence de l'union douanière inter-allemande.

Le taux de change du mark est-allemand contre la devise ouest-allemande était de 1 pour 2,4 en 1980, mais de 1 pour 4,4 en 1989. Cette détérioration des termes de l'échange trouve son expression économique dans le fait que, entre 1980 et 1988, alors que la croissance annuelle du revenu national produit était de 4,2 %, la croissance du revenu national disponible n'était que de 2,2 %. La différence entre revenu national produit et revenu national disponible, fruit du déficit du commerce extérieur, est passée de 27 à 325 milliards de marks entre 1970 et

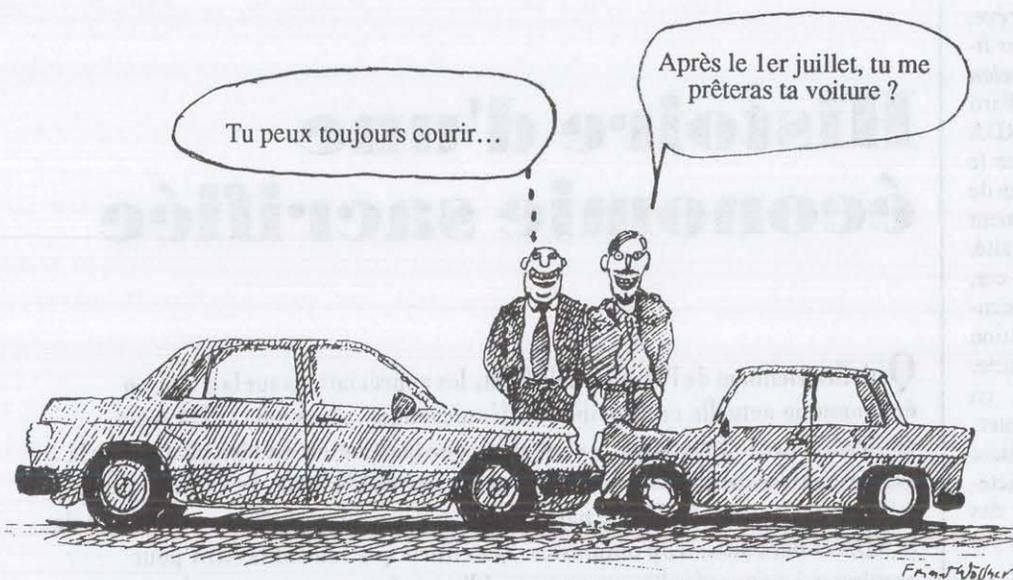
1979. Plus d'un sixième du produit net des entreprises est-allemandes était perdu en moyenne dans les années 80. La part des exportations vers les pays capitalistes est passée de 21,4 % du revenu national brut en 1980 à 45 % en 1988 pour financer le revenu des exportations en chute libre.

Voici quelques indicateurs qui montrent l'état de l'économie est-allemande.

A la fin des années 50, la productivité du travail était de 35 % inférieure à celle de la RFA. Dans les années 60, pendant une courte période, la différence était de 25 % et, aujourd'hui, elle est de 40 à 50 % plus basse. Alors que durant la première moitié des années 80, la productivité augmentait de 4,3 % par an, après 1985, elle est tombée à 3,5 % ; le produit intérieur brut par habitant équivaut environ à 65 000 deutsche marks (DM) par an, en RFA, tandis qu'il est d'environ de 30 000 DM en RDA.

En dépit des envolées lyriques d'Honecker et de son ministre de l'économie, Mittag, lors des congrès du Parti et des réunions du Comité central, expliquant que la stratégie économique du Parti socialiste unifié (SED) se basait sur le passage d'une croissance extensive à une croissance intensive, c'est exactement le contraire qui s'est passé entre 1981 et 1989 : augmentation des réserves en capital (capital fixe) de 45 % et du revenu national de 41 %.

De fait, le taux d'accumulation a chuté de 16,1 % en 1970 à 10 % en 1988 ; cette chute a été accentuée par le maintien ambitieux d'une politique sociale qui,



dans plusieurs domaines, était exagérée et n'avait aucun rapport avec les nécessités réelles de la population.

Déshabiller Pierre pour habiller Paul

Cela impliquait que, dans de nombreux secteurs de l'économie, on ne pouvait que maintenir le niveau de la production. Afin de poursuivre des projets de prestige ambitieux (dans le domaine de l'électronique, par exemple), et pour financer une politique énergétique totalement désastreuse, les autorités centrales ont effectué des ponctions sur le revenu des entreprises, alors que nombreuses étaient celles qui manquaient déjà de moyens pour renouveler leurs bâtiments et leurs équipements devenus obsolètes. Cela a évidemment aggravé la situation de l'environnement.

La branche de l'industrie qui dispose de l'équipement en meilleur état est la mécanique ; même dans ce secteur, le nombre d'installations qui ont plus de vingt ans est passé de 54 900 en 1986 à 60 000 en 1989. La situation est encore pire dans les industries chimiques, textiles et alimentaires. La production d'énergie, en particulier, se trouve dans un état désastreux. En 1985, 56 % de la production des centrales thermiques au charbon provenait d'installations construites avant 1970, qui étaient très peu performantes et aussi très polluantes. Ces vieux équipements n'ont pas été changés ces dernières années.

Ceux qui, à droite comme à gauche, avaient l'habitude d'employer le label "socialiste" pour parler de la RDA tirent aujourd'hui des conclusions radicalement opposées lorsqu'ils essaient d'expliquer cette situation dramatique. Pour les champions du capitalisme, l'échec de

tous les pays du "socialisme réellement existant" prouve que ce système est en voie de disparition. De l'autre, ceux qui font l'apologie du prétendu caractère socialiste de ce pays se limitent à attribuer les échecs économiques de la RDA aux facteurs suivants :

- les conditions très difficiles de la RDA après la Seconde Guerre mondiale (faible niveau d'industrialisation, dommages de guerre très lourds, coût de la reconstruction, aggravation des disparités à cause de la division du pays, etc) ;

- les politiques économiques désastreuses poursuivies par Honecker, Mittag et Stoph (Premier ministre de RDA) depuis le milieu des années 70 et surtout depuis le milieu des années 80.

De la même manière qu'il serait abusif de faire porter aux gouvernements la responsabilité entière du chômage, des crises cycliques et de la pauvreté de masse qui sévit dans ces pays — qui sont des produits du système capitaliste —, et même s'il ne faut pas cacher leurs responsabilités propres, il serait tout aussi faux de limiter les erreurs du système en RDA aux conditions précédemment exposées ou aux agissements individuels de bureaucrates.

L'histoire économique de la RDA est faite par une longue succession de chamboulements sans lendemains, de crises et de périodes de stagnation.

L'enthousiasme pour la reconstruction du pays, qui a suivi 1945, a été aussitôt suivi par le passage à la planification économique administrative. Cela a accéléré les rythmes vers l'industrialisation lourde, selon le modèle soviétique ; la classe ouvrière et certaines couches de salariés l'ont vécu comme un phénomène allant contre leurs intérêts. Le soulèvement de juin 1953 a traduit ce mécontentement. Le "cours nouveau" du gouverne-

ment, s'est vite enlisé avec le foisonnement de la bureaucratie ministérielle.

La construction du mur de Berlin et les incitations à la productivité qui ont suivie ont entraîné un bref revirement ; le Nouveau système économique de planification et de gestion économique (NOSOL) a réussi une sorte de boom économique. Cette direction économique — démagogiquement présentée comme une démocratisation — a prouvé qu'elle était plus efficace, car elle se basait sur un transfert des responsabilités de la bureaucratie centrale vers des niveaux inférieurs plus aptes à gérer les détails concrets. Mais cette période a été de courte durée ; elle a vite été abandonnée à cause des contradictions qu'elle gé-

nérait entre la direction de la bureaucratie économique, qui voulait accroître son propre pouvoir et la bureaucratie du Parti qui voulait déterminer les objectifs du système.

L'ère Honecker

Le VIII^e Congrès du SED, en 1971, a marqué à la fois la fin de cette politique et le début de l'ère Honecker avec pour nouveau principe de base l'unification des politiques sociale et économique. Durant les premières années, cette politique s'est appuyée sur l'exploitation commerciale féroce de la hausse des prix du pétrole, ce qui a eu des conséquences catastrophiques pour la politique énergétique de la RDA, elle a aussi compté sur les facilités de crédit au début des années 70.

L'économie est-allemande a ainsi pu quelque peu s'oxygéner. Cette période a servi à modifier progressivement le rapport de forces relativement stable entre le Parti, l'Etat et les bureaucraties économiques surgies durant la seconde moitié des années 60.

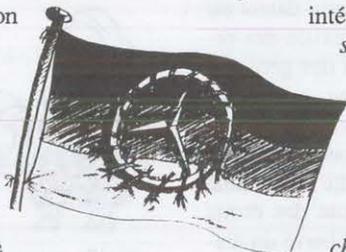
Cette phase a culminé au milieu des années 70, avec le tournant pris en faveur de la structure des combinats qui a entraîné le sacrifice de la riche expérience des petites et moyennes entreprises en matière de production et de marketing, de leurs structures productives polyvalentes et de leur capacité à réagir rapidement face aux nouveaux besoins. Elles ont été remplacées par les désavantages d'une industrie centralisée en de vastes monopoles qui élaboraient les prix, les coûts et dont la lourdeur entravait toute innovation.

Ce changement a cependant réussi à remplir son objectif : il a assuré, durant plus de quinze ans, la domination de la bureaucratie du Parti au sein du système

bureaucratique. A cause de la concentration et de la réduction quantitative de la bureaucratie économique, le pouvoir des directeurs de combinats a augmenté ; en fait ceux-ci étaient directement subordonnés à la direction du Parti par la personne de Günter Mittag. La bureaucratie d'Etat (dans les ministères et par-dessus tout à la commission du Plan) a été exclue du partage du gâteau du pouvoir. La réflexion économique a été remplacée par les décisions subjectives de Mittag.

Il est évident que la persistance de cette forme d'exercice du pouvoir, même après 1985, et sa forme dogmatique ont pesé de façon décisive dans l'écroulement rapide et presque incontesté du système de domination post-capitaliste.

Les tenants du soi-disant "socialisme de marché" oublient que Marx expliquait que toutes les contradictions du capitalisme se concentrent de manière embryonnaire dans la marchandise.



Imiter la RFA

Alors, ceux qui pensent que l'échec de l'économie de la RDA est dû à l'utilisation insuffisante des mécanismes de marché se préoccupent essentiellement de l'alternative plan/marché, oubliant que ce sont précisément les expressions capitalistes de la loi de la valeur (capital, valeur ajoutée, taux moyen de profit, etc.) qui ont conduit à l'immense développement des forces productives. Une loi de la valeur restreinte "de type socialiste" n'obtiendrait pas de tels résultats. Voilà pourquoi la majorité des forces politiques de RDA, dont la plupart était dans l'opposition depuis des années, ont évolué en quelques semaines, et après avoir dissimulé leurs idées derrière des phrases sur l'"économie de marché socialiste", elles ont formulé la revendication non socialiste, et même anti-socialiste, d'une économie de marché "sociale" calquée sur le modèle ouest-allemand.

La principale raison de l'échec de la RDA, comme des autres pays du "socialisme réellement existant" réside dans l'absence de tout processus de transition entre l'abolition de la propriété capitaliste et le développement de relations de production socialistes. Car il ne suffit pas de rebaptiser légalement les moyens de production "propriété du peuple" ; le socialisme ne commence vraiment que quand les producteurs s'organisent à la base dans des structures démocratiques et qu'ils jouissent d'un pouvoir immédiat

sur les moyens de production et sur les résultats de celle-ci, tant dans les entreprises qu'au niveau régional et national.

La motivation économique est le fruit du sentiment de responsabilité des travailleurs, basé sur le contrôle des moyens de production ; elle est favorisée par les avantages de la planification sous forme de régulations économiques qui répondent aux besoins des masses ; voilà la seule alternative au capitalisme. L'existence de ces secteurs qui ne répondent pas directement à ces critères perdurera encore un long moment, tandis que le processus de participation des travailleurs ira croissant. L'opinion exprimée dans le journal de la Gauche unie nous semble

intéressante : « *Nous avons besoin de plus de planification et non pas de moins de planification — mais, cette fois-ci, avec une forme économique solide de régulation, qui utilise la valeur et les relations marchandes, basée sur l'autogestion, et correspondant aux besoins des masses. (...)* »

Mais la crédibilité d'une alternative de société de liberté et de démocratie socialiste a, au moins en RDA, été laminée. Tandis que les faibles forces réellement socialistes du SED s'épuisent dans une lutte pour rénover leur parti et cessent donc tout travail dans les usines, la Gauche unie, elle, discute du contenu d'une alternative socialiste ; tous les autres regroupements ont pris depuis longtemps le chemin de la réunification.

Il est évident qu'en novembre 1989, le mouvement s'est arrêté à la porte des entreprises. Depuis lors, les grands décideurs d'industrie, aujourd'hui libérés de Mittag, ont considérablement réussi à augmenter leur pouvoir ; les travailleurs ne savent pas comment y répondre, surtout depuis que la centrale syndicale FDGB s'est vidée et que les tentatives de la renouveler par la base ont, jusqu'ici, rencontré peu de succès. Les batailles concernant les formes de représentation (pour l'autogestion, pour limiter les dégâts du capitalisme, un seul syndicat, etc...) dans l'entreprise ont eu un effet négatif sur la politisation des ouvriers.

La situation commence enfin à s'éclaircir lentement ; la population comprend mieux les risques sociaux du développement de l'économie de marché. L'idée selon laquelle la question clef pour les militants de la classe ouvrière est la création de formes plus solides de représentation dans les entreprises, en lien avec le réveil graduel de la conscience de classe — en utilisant l'espace créé par l'absence de définition légale à l'heure

actuelle —, gagne du terrain. Cela permettra de lutter pour les droits, les conditions de travail et leur protection, et créer une base de départ pour résister à l'attaque massive qui se prépare dans le cadre de la nouvelle union entre le capital privé ouest-allemand et le capital d'Etat de RDA.

Là où les organisations syndicales des entreprises ont été renouvelées de fond en comble, leurs dirigeants, dans la mesure où ils sont prêts à représenter les intérêts de tous les travailleurs, sont un élément essentiel et, pour le moment, ils jouissent d'une meilleure position légale en RDA qu'en RFA. Mais si les forces syndicales sont si faibles qu'aucun renouveau ne semble possible, des conseils d'ouvriers doivent se charger de cette tâche de représentation des salariés. Les échanges avec des délégations de la gauche syndicale et des conseils de RFA sont très utiles en RDA ; ils peuvent aider à démasquer de nombreuses illusions sur la "liberté" ouest-allemande qui existent encore. ★

Soz, avril 1990

La RDA dans Inprecor

N° 297 du 13 novembre 1989
La révolution politique et les dangers qui la menacent
Ernest Mandel

N° 298 du 27 novembre 1989
La misère allemande
Manuel Kellner

N° 299 du 12 décembre 1989
Une économie délabrée
Winfried Wolf

N° 300 du 12 janvier 1990
Syndicats : dans l'attente du Congrès
Pierre Bergerac

N° 302 du 9 février 1990
L'unification au pas de course
Manuel Kellner

N° 303 du 23 février 1990
Femmes : « Un monde à gagner »
DOCUMENT

N° 304 du 9 mars 1990
Un premier bilan
Angela Klein

N° 308 du 4 mai 1990
Les habits neufs du SED
Manuel Kellner
Unité... pour couvrir la Stasi
Michel Thevenaz

INPRECOR : Comment s'est constituée la Plate-forme marxiste ?

Alexandre BOUZGALINE : Lorsque la Plate-forme démocratique a été publiée, un groupe de communistes s'est retrouvé en désaccord avec les objectifs stratégiques défendus par les dirigeants qui en sont à l'initiative — des gens comme Afanassiev, etc (1). Ces désaccords portaient principalement sur la possibilité ou non d'une perspective socialiste pour notre pays et sur la place du marxisme dans l'idéologie et la science. Nous avons décidé d'organiser un courant — par le biais d'une plate-forme et non d'une fraction — au sein du PCUS. Cinq clubs du Parti de Moscou et de ses environs ont commencé à rédiger la déclaration de la plate-forme, qui a alors été publiée par la *Moskovskaya Pravda* à la fin du mois de mars.

Ce journal a aussi publié l'annonce de notre conférence nationale qui s'est tenue les 14 et 15 avril 1990 avec des représentants d'organisations du Parti, venus de 54 des plus grandes villes de l'Union soviétique, de 22 des 24 villes de la couronne de Moscou et de clubs du Parti de Moscou. Nous y avons proposé des documents dont une nouvelle version de notre plate-forme et une résolution concernant la lettre ouverte du Comité central à la Plate-forme démocratique. Notre organisation est donc tout à fait récente.

◆ Quelle est votre attitude envers l'aile gauche de la Plate-forme démocratique ? Avez-vous des liens avec ses membres ?

Il existe deux courants au sein de la Plate-forme démocratique : la tendance sociale-démocrate, ou peut-être même libérale, et l'aile gauche ; leur souci est surtout la démocratisation du Parti et de la société, c'est-à-dire de la démocratisation politique. Ils n'ont pas de programme économique solide. La majorité des partisans de la Plate-forme démocratique pense que la question de la démocratie est centrale en Union soviétique aujourd'hui, mais beaucoup d'entre eux sont en désaccord avec Afanassiev.

Mikhaïl Malioutine, membre du Comité organisateur de la Plate-forme démocratique, est l'un des dirigeants de son aile gauche (2). Nous avons des liens avec ce courant et avec les Nouveaux socialistes, parce que nos choix programmatiques dans les domaines politique et économique sont assez proches.

Par contre, nous avons des désaccords très importants avec les dirigeants du courant d'Afanassiev. Je crois savoir qu'ils viennent de décider d'organiser un nou-

veau parti, qui s'appellera peut-être Russie démocratique ou le Parti du peuple.

Je pense que ces deux ailes vont éclater, après le 28e Congrès, il existera donc deux partis.

◆ Que pensez-vous de la situation au sein des mouvements qui existent à l'extérieur du PCUS, par exemple dans les nombreuses organisations ouvrières qui sont en train d'apparaître ?

Nous essayons d'établir des liens solides avec les organisations ouvrières. Mais la plupart de ces organisations informelles — environ 70 ou 80 % — ont une orientation plutôt sociale-démocrate, ou parfois des idées syndicales qui datent du XIXe siècle ; cependant, il existe des organisations marxistes — ou des gens qui se revendiquent du marxisme — dans les comités de grève et les clubs d'ouvriers.

Politiquement, et c'est essentiel, nous essayons d'établir une lutte commune pour l'autogestion, la défense des droits des travailleurs et pour la liberté du travail. Les organisations de travailleurs devraient se battre ensemble pour ces idées, et nous les aiderons.

Deuxièmement, dans un contexte plus général, nous voulons aider à la construction d'un front large des mouvements démocratiques et non politiques en Union soviétique — associations de consommateurs, d'écologistes, etc.

Enfin, nous désirons construire une alliance des organisations démocratiques de gauche et qui ont des idées socialistes ; dans laquelle pourraient se retrouver les Nouveaux socialistes (ou encore des gens comme Malioutine ou Kagarlitsky), des représentants du courant anarcho-syndicaliste, et peut-être même des membres du Parti marxiste des travailleurs — qui revendique la dictature du prolétariat et qui, malgré ses positions radicales, avance des idées constructives sur l'autogestion (3). L'aile gauche de la Plate-forme démocratique pourrait également participer à cette alliance.

◆ Parmi les groupes de gauche en Union soviétique, l'idée que le PCUS devrait être combattu par tous les moyens est aujourd'hui largement répandue — certains suggèrent même son interdiction. J'ai entendu beaucoup de gens affirmer que les travailleurs ou ses militants progressistes devraient quitter le PCUS au plus vite. Qu'en penses-tu ?

Aujourd'hui, le PCUS est un empire sur le déclin à cause de la politique bureaucratique et totalitaire menée par notre Comité central pendant au moins cin-

« Il faut aux ann

L'annonce du contenu des réformes économiques soviétiques. Celles-ci prévoient un assouplissement des investissements étrangers, une réforme du système du secteur nationalisé : 60 % des parts des entreprises individuelles ou

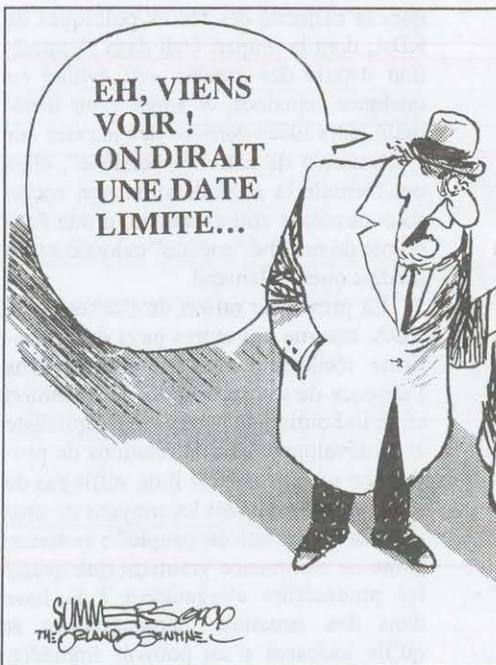


augmentés. Cette réforme des syndicats officiels des produits de base. Ce "choc" aux estimations de personnes. Pour riposter aux critiques

Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) qu'une consultation populaire aurait lieu avec un certain nombre de députés on

d'appeler la population à voter. Le coup d'accélérateur que Gorbatche a profondément le 28e Congrès du PCUS. Cela depuis le stalinisme : les divergences au sein de la déclaration de plusieurs plates-formes, sociale-démocratique, qui a été élaborée en janvier mars, est la plus importante. La Plate-forme du groupe de membres du Parti, originairement s'oppose à celle

Inprecor a rencontré à Moscou l'économiste de la Plate-forme marxiste, au d

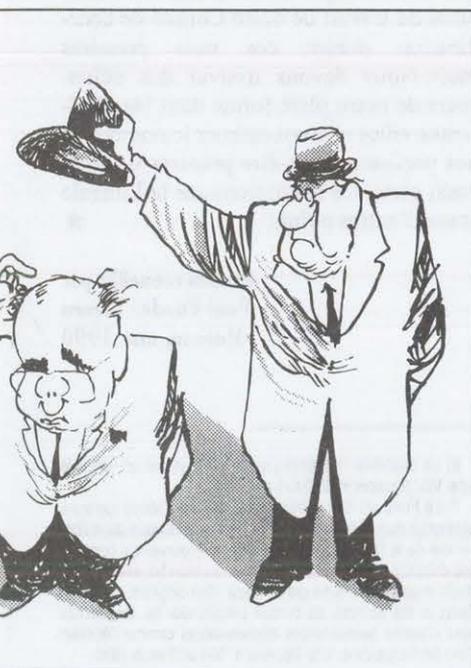


revenir ées 20 »

omiques provoque des remous en Union
lissement du contrôle de l'Etat sur les
ème bancaire et une modification profonde
reprises d'Etat pourront être vendues à des
des sociétés et, surtout, les prix seront
dernière mesure a provoqué la grogne dans
els et la panique parmi la population : 60 %
alimentaires verront leurs prix doubler.
mentera aussi le chômage qui, selon des
ficielles, devrait toucher 40 millions de
r désamorcer toute réaction populaire et
ues qui voient le jour à l'intérieur même du
, le Premier ministre, Rijkov, a annoncé
nt la mise en pratique de ces réformes (un
déjà annoncé leur intention
ter contre ces mesures).

veut donner à la perestroïka marque
-ci se prépare dans des conditions inédites
du PCUS, qui se sont cristallisées dans la
t officiellement admises. La Plate-forme
1990 et publiée dans la *Pravda* au mois de
marxiste, qui s'est constituée autour d'un
aires pour la plupart de Moscou,
le la majorité.

Alexandre Bouzgaline, l'un des leaders de la
out du mois de mai 1990.



quante ans. Il est donc naturel
qu'actuellement pour la plupart des tra-
vailleurs, il n'existe qu'un seul type de
communiste : l'apparatchik, le bureau-
crate, qui a lutté toute sa vie contre les in-
térêts des ouvriers. L'hostilité au PCUS
est donc un rejet de cette situation.

Mais nous ne devons pas oublier que
le mouvement marxiste a été fondé il y a
150 ans, qu'il existe dans le monde entier
et qu'il continuera d'exister aussi en
Union soviétique. Notre tâche actuelle est
d'aider les travailleurs à comprendre la
différence qui existe entre l'organisation
bureaucratique, que nous avons connue
dans le passé et que nous connaissons en-
core, et les véritables idées marxistes et
communistes sur la liberté de l'emploi et
les libres associations de producteurs. Ces
idées, celles de Marx, Lénine, Gramsci,
etc., sont en contradiction totale avec l'or-
ganisation bureaucratique.

◆ *Vous construisez votre plate-forme à l'intérieur du PCUS. Or, en agissant ainsi, n'êtes-vous pas en train de donner une certaine légitimité à ce parti bureaucraté et à l'ensemble de sa tradition stalinienne ?*

C'est une question difficile. Les diri-
geants du comité qui a préparé la Plate-
forme marxiste sont tous membres du
PCUS et c'est donc là que nous avons
commencé notre bataille. Autre raison
importante : nous luttons pour l'image du
mouvement communiste en Union sovié-
tique car aujourd'hui le PCUS symbolise
l'organisation bureaucratique de la société.
L'autre facette du communisme qui
existe dans notre pays c'est la tradition
admirable de la IIIe Internationale ; c'est
la voie que nous devons suivre.

Il faut absolument faire la différence
entre les principes totalitaires du PCUS et
les meilleures traditions des communistes
de Russie et de l'Union soviétique du
début des années 20 et peut-être même
des années 30, quand certains commu-
nistes sont devenus staliniens tandis que
d'autres essayaient de réfléchir à une éco-
nomie et à des structures sociales vérita-
blement socialistes.

◆ *Quelle est, pour l'instant, la réaction de la direction du PCUS face à la Plate-forme marxiste ?*

Il n'y a eu aucune déclaration offi-
cielle et nous ne connaissons donc pas la
réaction des dirigeants du PCUS. Lors de
sa visite en Oural, Gorbatchev a mention-
né notre plate-forme dans un discours en
disant « *Aujourd'hui, il existe un parti
marxiste au sein du PCUS* » (4). Or nous
ne pensons pas que notre plate-forme

constitue la base d'un parti. Lors du festi-
val organisé par la *Pravda*, à Moscou, An-
drei Kolganov, signataire de notre texte,
et Ligatchev ont un peu discuté (5). Ligat-
chev a présenté la plate-forme du Comité
central et Kolganov a fait un discours sur
la Plate-forme marxiste.

Notre Comité de coordination vient
de décider de faire une résolution à pro-
pos des discussions préparatoires au 28e
Congrès. Nous y demandons que les trois
plates-formes — celle du Comité cen-
tral, la Plate-forme démocratique et la
nôtre — bénéficient de droits de publica-
tion identiques. La *Pravda* et d'autres
journaux publient des documents ap-
puyant la direction du PCUS et parfois
quelques articles qui reflètent les posi-
tions de la Plate-forme démocratique
mais, en ce qui nous concerne, nous avons
du mal à faire publier nos positions dans
la presse officielle.

◆ *L'un des concepts fondamentaux de la Plate-forme marxiste est l'autogestion dans toutes les sphères de la vie sociale et politique. Comment l'envisagez-vous ?*

Notre idée principale dans le domaine
politique est l'organisation d'une autoges-
tion démocratique à tous les niveaux de la
société, dont celle des travailleurs dans
les entreprises, par exemple. Des organes
d'autogestion devraient être organisés
dans les communautés locales et au ni-
veau des villes et des régions — comme
une organisation de soviets composée de
délégués du peuple. Ces organes de-
vraient gérer et organiser toutes les ques-
tions concernant l'infrastructure sociale
de la société : le logement, le système de
santé, l'éducation, la culture, les sports et
les loisirs, etc.

En deuxième lieu, nous pensons qu'il
faut détruite les structures de monopole
de la gestion de l'Etat, comme les ministères.
Aujourd'hui, ces structures distri-
buent tous les biens et les services dans un
système centralisé par en haut, ce qui est
l'antithèse de la régulation sociale de la
distribution sous le contrôle des soviets.

1) L'historien Iouri Afanassiev, député du peuple, est l'un des principaux dirigeants de l'aile sociale-démocrate de la Plate-forme démocratique.

2) Voir l'interview de Mikhail Malioutine, qui s'occupe aussi des comités préparatoires des Nouveaux socialistes, dans *Inprecor* n° 307 du 20 avril 1990.

3) Ce groupe a tenu sa première conférence en mars 1990, avec environ 90 participants. Certains groupes l'appuient en Oural, le principal centre industriel de l'Union soviétique. Il se base sur une interprétation très "stricte" du léninisme, mais semble avoir une attitude très sectaire envers les autres groupes de gauche.

4) Fin avril 1990, Gorbatchev a visité certaines des principales villes d'Oural et fait une série de discours où la rhétorique "dure" dominait.

5) La *Pravda* a organisé un festival à Moscou les 5 et 6 mai 1990.

Il faut créer un nouveau mode d'organisation politique au niveau de l'Etat et des républiques. Cela signifie que les soviets de tout le pays et le congrès des députés du peuple doivent bénéficier de droits élargis. Nous soutenons toutes les organisations populaires larges et les mouvements démocratiques : les associations de consommateurs et culturelles, les syndicats et les mouvements écologistes. Nous pensons que les lois et les décisions principales, surtout sur le terrain social, devraient être élaborées en collaboration avec ces mouvements démocratiques et non par les ministères ou par d'autres institutions officielles.

Aujourd'hui, le Soviet suprême et le Congrès des députés du peuple n'ont aucun pouvoir réel, ils se limitent à voter ; ce sont les ministères et les organisations bureaucratiques qui élaborent les projets et exécutent toutes les décisions. Nous pensons que la préparation des décisions clés devrait avoir lieu dans des centres scientifiques contrôlés par les organisations populaires et être l'occasion de discussions publiques.

Pour avancer dans le sens d'une réelle autogestion, nous pensons qu'il faut créer des liens entre toutes les organisations démocratiques, pour que ce bloc ait un pouvoir politique réel et pour détruire le pouvoir de la structure bureaucratique. Ainsi, les "citoyens ordinaires" en Union soviétique auraient la possibilité de prendre part à la gestion de la société à tous les niveaux — sur leur lieu de travail, dans leur communauté, dans une organisation de consommateurs, dans leur syndicat, etc.

◆ *Comment cette idée peut-elle être reliée à la discussion sur l'introduction des mécanismes de marché dans l'économie soviétique ? Envisagez-vous l'autogestion en opposition aux réformes de marché ?*

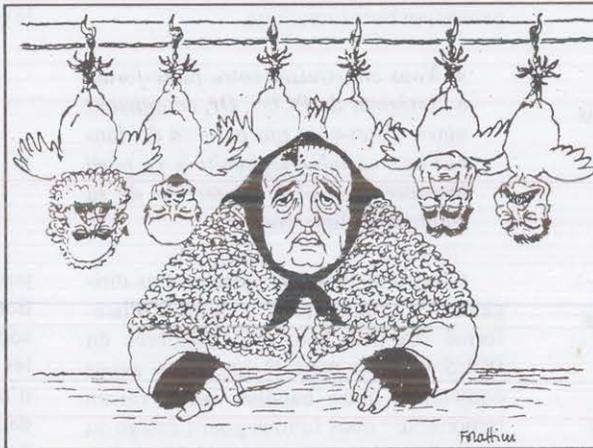
Le marché en soi ne détermine pas de manière mécanique l'organisation politique de la société. Au Chili, l'économie de marché supervisée par des économistes néo-classiques était très intimement liée à la dictature de Pinochet ; en Union soviétique, l'organisation de l'économie de marché peut exister dans le cadre de structures politiques différentes. Il sera sans doute très difficile de créer une démocratie authentique en Union soviétique ; chez nous, c'est la structure bureaucratique et des couches comme les "bandes" — où certains membres de la bureaucratie de l'Etat et du Parti s'unissent avec la mafia (6) — qui détiennent le pouvoir. En

fait, les couches dirigeantes revendiquent le marché libre pour installer leur dictature sur le monopole de la production et la distribution. Dans ce cas de figure, le marché serait déformé car la spéculation deviendrait la meilleure façon de s'enrichir.

◆ *Quels changements prévoyez-vous dans le paysage politique après le 28e Congrès ?*

Je pense que les conservateurs seront majoritaires et donc que les décisions du Congrès n'éclairciront pas vraiment la situation. De nouveaux partis ou peut-être de nouvelles fractions à l'intérieur du PCUS apparaîtront après le Congrès.

Il est probable que nous assistions à un processus d'unification de certains



partis libéraux — l'Union démocratique, les Démocrates constitutionnels et d'autres groupes — dans un futur proche, peut-être même dès cet été, comme au sein des forces sociales-démocrates — l'Association sociale-démocrate et la Plate-forme démocratique. Nous devons alors essayer de créer un front socialiste avec les forces issues du mouvement ouvrier, les Nouveaux socialistes, la Plate-forme marxiste et peut-être même quelques forces démocratiques internationalistes issues du courant du Front uni des travailleurs (FUT) (7). Les dirigeants de ce dernier courant, comme Sergueev et Yarin, avancent des idées chauvines et nous ne voulons avoir aucun lien avec eux ; mais dans le FUT, on trouve également des militants et des jeunes qui défendent des orientations démocratiques et qui s'opposent à leurs dirigeants.

Il y aura donc trois forces politiques principales — les libéraux, les sociaux démocrates et les socialistes — et, bien-sûr, l'appareil bureaucratique et la majorité conservatrice des adhérents du PCUS, qui représente une quatrième force non négociable.

◆ *Comment se déroule l'élection des délégués au 28e Congrès ? Y a-t-il eu des changements démocratiques dans la procédure de vote ?*

Ces élections sont organisées d'une façon formellement démocratique qui, dans la pratique, ne l'est pas du tout : l'élection des délégués sur les plateformes n'existe pas. La majorité revient à l'aile conservatrice du PCUS dans la quasi totalité des districts (*okrug*) et des organisations du Parti. La plupart des délégués au Congrès soutiendra donc l'aile conservatrice. Dans certaines organisations, des dirigeants de la Plate-forme marxiste ou des leaders de la ligne sociale-démocrate ont été élus. Peu de délégués défendront la Plate-forme marxiste. Nous avons demandé au Comité central que les représentant de notre plateforme aient le droit de parole durant le Congrès, mais nous n'avons pas encore de réponse.

◆ *Quel est le but de la deuxième conférence de la Plate-forme marxiste que vous tiendrez en juin ?*

Deux points principaux sont à l'ordre du jour. Tout d'abord, une discussion sur la situation politique et les tâches que nous devons nous fixer. Cela nous conduira à un débat sur nos perspectives tactiques : allons-nous construire un nouveau parti ou une fraction à l'intérieur du PCUS ? Quels rapports devrions-nous entretenir avec la Plate-forme démocratique et avec le mouvement social-démocrate ? Nous discuterons également des questions d'organisation et nous ferons le bilan du travail de notre Comité de coordination durant ces trois premiers mois. Nous devons trouver des défenseurs de notre plateforme dans les différentes villes et aussi estimer le nombre de nos partisans. Peut-être préparerons-nous aussi certaines résolutions sur la Lituanie et sur d'autres points. ★

Propos recueillis par
Poul Funder Larsen
Moscou, mai 1990

6) Le scandale de la compagnie ANT en est un exemple type. Voir *Inprecor* n° 306 du 6 avril 1990.

7) Le Front uni des travailleurs (FUT) est d'abord apparu à Léningrad durant l'été 1989, puis il s'est développé dans l'ensemble de la République russe. C'est un courant qui combine une rhétorique ouvriériste et opposée au marché, avec une attitude et un chauvinisme grand-russe. Son dirigeant, Benjamin Yarin, a été nommé au conseil présidentiel de Gorbatchev avec d'autres personnalités conservatrices comme l'écrivain Valentin Raspoutine. Voir *Inprecor* n° 304 du 9 mars 1990.

Déclaration de la Plate-forme marxiste

Le 31 mars 1990, la déclaration présentée par la Plate-forme marxiste du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) a été publiée dans l'influent quotidien moscovite, *Moskovskaya Pravda*, puis dans la *Pravda* le 16 avril 1990. Le courant à l'origine de cette plate-forme s'est organisé au cours d'une conférence nationale à la mi-avril où ce texte a été retravaillé. Nous en publions de larges extraits.

DOCUMENT



LE PAYS est à la croisée des chemins. L'impossibilité objective d'un développement réussi de notre société, dans le cadre d'une réforme partielle du vieux système, ne laisse que deux solutions

pour résoudre la crise qui touche tous les aspects de notre vie : la reproduction de la voie historique qui a mené au capitalisme moderne ou le chemin de la démocratie et du socialisme.

La crise du modèle de société prétendument "socialiste" a discrédité l'idéal socialiste. Aujourd'hui très affaibli, le marxisme a été contrefait par des concepts vulgarisés et par les politiques de trahison de ceux qui ont préféré le pervertir. Nous sommes favorables à un retour au marxisme classique, ce qui implique une attitude critique par rapport à l'héritage théorique de ses fondateurs et une remise en cause constante des bases théoriques du socialisme scientifique à la lumière des changements mondiaux. (...)

● La désintégration du système bureaucratique et autoritaire libère des forces sociales qui s'orientent vers la restauration d'une économie capitaliste ou mixte ; d'autres cherchent à faire naître une perspective socialiste authentique.

(...) La première tendance est représentée par les dirigeants du courant libéral-bourgeois. Cette couche de la société

occupe une position dans la division sociale du travail qui lui promet un statut privilégié dans l'économie de marché ; composée d'une petite partie de la bureaucratie et de la technocratie — les spécialistes qui ont des postes administratifs dans les organismes financiers et économiques et dans les unités de production qui bénéficient du monopole dans l'économie nationale et de certains entrepreneurs privés — légaux et illégaux — qui espèrent pouvoir disposer librement de leur capital, elle est donc intéressée par l'adoption de structures économiques de type capitaliste.

Tout en s'attaquant à l'idéologie de la révolution, ce courant propose une rupture radicale avec le système social actuel. Or la construction du capitalisme dans notre pays ne rendrait la "vie agréable" dans l'immédiat qu'à une poignée de nouveaux riches et à la couche supérieure des "professions libérales", sans pour autant parvenir à moderniser radicalement l'économie.

● La tendance dite "social-démocrate" a une position ambiguë. Si, dans ses discours, elle ne rejette pas le socialisme, en pratique, elle le réduit à un ensemble de valeurs humanistes, morales et juridiques universelles. Son programme prévoit de copier de façon mécanique les structures sociales et économiques contemporaines des Etats industriels les plus développés.

Ce courant attire la partie des salariés — tout particulièrement dans l'intelligentsia — qui voit la social-démocratie comme un mouvement de masse démocratique pouvant devenir une alternative réelle à la bureaucratie. Cette catégorie constitue l'aile gauche de la social-démocratie tournée vers une option socialiste et qui conditionne la transition vers une économie de marché à la création d'un système de garanties sociales qui représenterait une barrière face à un virage total vers l'entreprise privée.

L'aile droite de la social-démocratie est plus organisée et détermine donc souvent la ligne politique de ce mouvement. On trouve surtout ses partisans dans les milieux technocratiques ; ils défendent pour l'essentiel des positions libérales, expliquant que les mécanismes "sau-

vages" de la libre entreprise sont le prix à payer pour le progrès.

Les secteurs de la paysannerie qui s'orientent vers des formes d'exploitation privée sont une autre base potentielle des sociaux-démocrates.

Contrairement à la social-démocratie occidentale qui veut la démocratisation et l'humanisation de la société capitaliste, pour ce courant en Union soviétique, le capitalisme est un but en soi, qui ne permettra de lutter pour une vie meilleure qu'après sa mise en place.

● L'application pratique d'un programme social-démocrate mettrait inévitablement ce courant devant un choix qui le fait hésiter actuellement : une option libérale de droite, qui démantèlerait en pratique et légalement le système de garanties sociales dans notre société et une option qui, elle, développerait et renforcerait ces acquis, tout en encourageant la réussite sociale et l'activité individuelle.

● Nous considérons que seul un mouvement marxiste démocratique, avec une orientation socialiste, correspond aux intérêts fondamentaux de la société. La base sociale du mouvement marxiste est née des contradictions de toute la période historique précédente. (...)

Ces contradictions peuvent se résoudre soit dans le cadre de l'entreprise privée (en dernière analyse sur le dos d'une partie de la société) ou par la création des conditions permettant à la majorité de la population de travailler librement ou de s'organiser en coopératives. Cette dernière option est le but principal des partisans de la Plate-forme marxiste. (...)

● Les mouvements sociaux et politiques qui rêvent de pouvoir restaurer le vieux modèle du socialisme, de manière plus humaine et démocratique, occupent une place à part. On y trouve les travailleurs qui craignent — à juste titre — que le développement du marché et la libéralisation de l'économie et de la société se réalisent aux dépens des citoyens ordinaires. Ils se disent fidèles aux principes et aux idéaux du socialisme et promettent que les garanties sociales des travailleurs seront étendues. (...)

L'opposition des dirigeants de ce courant aux tentatives de réformes, qui vont à l'encontre de leurs "principes", les a conduit à s'unir avec la partie de la bureaucratie qui a besoin de manœuvrer sur le terrain social. En combinant de façon inédite des tendances conservatrices et démocratiques dans le mouvement ouvrier, ce courant hétérogène sera finalement obligé de choisir entre la lutte démocratique pour le socialisme et la défense

d'un système autoritaire et bureaucratique légèrement rénové.

● Le courant conservateur bureaucratique s'appuie sur la bureaucratie, sur les fonctionnaires qui lui sont proches et sur les couches urbaines et rurales conservatrices. Il n'a ni programme propre déclaré, ni mouvement politique qui exprimerait les intérêts de sa base ; mais il essaye de s'opposer à la restructuration de la société soviétique en exploitant sa position dans l'appareil d'Etat.

● Les mouvements nationaux, dont la nature sociale et politique est extrêmement hétérogène, ont acquis une influence importante dans la vie politique du pays. Un de leurs objectifs est la restauration démocratique des droits légitimes des nations et des peuples dans les domaines économique, politique et culturel. Le courant libéral-bourgeois est surtout influent dans ces mouvements. Ce dernier essaye d'identifier ses propres objectifs particuliers avec ceux de la nation tout entière. Il décrit ses adversaires de classe comme des ennemis des intérêts nationaux et rejette par définition l'égalité entre les nations.

Cette propagande attire tout particulièrement des éléments du lumpen, enclins à chercher les racines de leurs problèmes partout sauf chez eux. Des mouvements très nationalistes et chauvins se développent ainsi et trouvent souvent une assise dans la bureaucratie corrompue, parmi ceux qui pratiquent le marché noir et chez les déclassés, les marginaux ou les criminels.

Des mouvements nationalistes russes ont également commencé à s'organiser politiquement. Il existe des courants qui prônent un renouveau de la culture et de la conscience nationales, tout comme des groupes chauvins séparatistes ou impérialistes. Le germe d'une nouvelle forme de système totalitaire de type nationaliste existe dans ces mouvements.

● La direction du PCUS et de l'Etat soviétique, qui n'a plus aucune unité idéologique, essaye aujourd'hui de maintenir l'unité formelle du parti et de la société à tout prix, pour éviter des convulsions politiques et réaliser des réformes politiques ; pour ce faire, elle manœuvre parmi toutes ces couches sociales et ces mouvements politiques. Cela la met dans une position éclectique et inconsistante et elle perd toute initiative politique alors que la crise de la société s'aggrave. Au fil des événements, cette position conservatrice bureaucratique évolue petit à petit vers la sociale-démocratie.

● Les transformations politiques doivent être le point de départ pour sortir de la crise. (...) Le système politique du socialisme ne peut être réduit ni à une démocratie parlementaire avec multipartisme, ni à un système de soviets. Il faut un véritable pouvoir populaire pour garantir à tous la participation directe à la solution des problèmes sociaux.

La transition vers un tel système requiert :

— le transfert pacifique et graduel du pouvoir des mains de la bureaucratie au bloc des forces démocratiques d'orientation socialiste, sur la base d'un mouvement de masse large, tout en préservant les droits constitutionnels des autres mouvements politiques et sociaux qui respectent les lois de l'Union soviétique et de ses républiques, et la Déclaration des droits de l'homme ; (...)

— le transfert graduel des pleins pouvoirs aux soviets locaux et aux organes d'autogestion qui doivent devenir la base d'appui de la gestion de l'infrastructure sociale ;

— la transformation des organisations et des mouvements sociaux nationaux — organisations de travailleurs, syndicats, associations de consommateurs, mouvements écologiques — dans le cadre initial démocratique du Soviet suprême, dont les discussions et les décisions législatives seront préparées par des comités et des commissions de cette instance sur mandat de ces mouvements.

● L'Union soviétique, en tant qu'Etat socialiste, ne peut être qu'une union consentie d'Etats libres et souverains, basée sur des principes internationalistes.

Pour renouveler le fonctionnement de l'Union, toutes les républiques doivent pouvoir organiser des référendums d'auto-détermination qui décideront de leur participation à un nouvel accord de l'Union. Après ces référendums, les nationalités concluront un nouveau contrat sur la souveraineté, l'égalité des droits et des devoirs des Etats membres. C'est ainsi que l'unité de tous les mouvements d'orientation socialiste des différentes républiques deviendra effective. (...)

La transition vers une telle économie requiert :

○ Des changements dans les rapports de propriété :

— les branches économiques clés et les secteurs des matières premières sont la propriété exclusive de l'Etat ; une démocratisation maximale doit être introduite dans leur gestion ;

— la propriété régionale doit être largement développée à tous les niveaux : il faut transférer la gestion des infrastructures sociales aux soviets et aux organes d'autogestion locaux ;

— la propriété collective des travailleurs des coopératives doit surtout s'exercer dans la petite et moyenne industrie ; dans ces secteurs, le travail salarié devrait disparaître après la période de transition ;

— durant cette période, la propriété privée des moyens de production sera autorisée dans un cadre limité et sous le contrôle de l'Etat tandis que la protection sociale des employés sera appliquée de façon stricte.

○ La transformation du système de gestion, soit :

— la décentralisation des droits, responsabilités et ressources de la gestion, et ce pour toutes les formes de propriété ;

— les organismes nationaux ou sectoriels se limiteront à des décisions de nature stratégique concernant l'économie nationale ;

— un système d'autogestion économique sera développé de la base au sommet : depuis les soviets, les collectifs de salariés ou les comités d'ouvriers jusqu'aux syndicats au niveau des branches, des régions et des complexes industriels ;

— le marché évoluera de façon graduelle et concrète dans le domaine des moyens de production après avoir supprimé la pénurie qui y règne ; la régulation économique de ce marché se fera par des accords entre les organismes d'Etat, les associations de libres producteurs et les entreprises individuelles ;

— le pouvoir dictatorial des branches de production et des entreprises sera neutralisé par des associations de collectifs de travail et de citoyens. (...)

● Nous proposons les mesures fondamentales suivantes pour transformer le PCUS :

— qu'il abandonne toutes ses fonctions de gestion directe de l'économie qui ne sont pas de son ressort ; qu'il transfère tout son pouvoir à l'Etat et aux organes de soviets ;

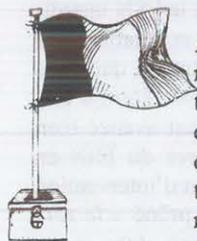
— qu'il clarifie la base idéologique du Parti ; que ses membres puissent se déterminer en formant différentes plateformes idéologiques et politiques ;

— qu'il expurge le Parti de tous ceux qui l'ont discrédité par leurs abus, ainsi que des responsables de la crise et de la stagnation de la société. (...) ★

Lendemain d'élections

Les résultats des dernières élections en Roumanie — assez différents de ceux d'autres pays d'Europe orientale — ont provoqué de nombreux commentaires désabusés sur les pourcentages "staliniens" réalisés par les vainqueurs du Front de salut national (FSN). Presqu'en même temps, la presse diffusait des reconstitutions de la chute de Ceausescu dans le but de rectifier radicalement la version des événements donnée sur le vif : le mouvement insurrectionnel de masse aurait été négligeable, et une sorte de coup d'Etat préparé de longue date, manipulé en dernière analyse par Mikhaïl Gorbatchev, aurait été le moteur des événements de décembre 1989 (1).

Livio MAITAN



ALORS QUE des éléments d'appréciation détaillés sur le déroulement des élections ne sont pas disponibles, les opérations semblent avoir été menées, en gros, de façon correcte selon les obser-

vateurs internationaux et, s'il y a eu fraude, elle n'a représenté qu'un phénomène marginal. Quant aux événements de décembre 1989, il n'y a pas l'ombre d'un doute que les médias, tant dans les pays impérialistes que dans ceux d'Europe orientale, ont mis en œuvre à l'époque des campagnes d'intoxication et des falsifications sans précédent. Ainsi, il est désormais admis que le chiffre des victimes a été multiplié par cent. Malheureusement, les rectifications ont été réalisées très discrètement de sorte que l'effet voulu — provoquer la révolte morale contre les crimes du "communisme" — n'a pas disparu.

Il est vrai, par ailleurs, que des groupes oppositionnels existaient avant la chute du régime et, notamment, qu'un appel à renverser Ceausescu, signé Front de salut national, avait été distribué à la veille du congrès du Parti communiste roumain (PCR), au mois de novembre 1989 (2). La décision de l'armée roumaine de laisser tomber le dictateur et de lutter contre sa garde prétorienne (la *Securitate*) a incontestablement beaucoup pesé sur la fin heureuse de l'affrontement.

masse à Timisoara, Brasov, Bucarest ou dans d'autres villes n'ait pas joué un rôle essentiel. Le renversement de Ceausescu a justement été le résultat d'un mouvement incluant d'amples couches sociales, avec un poids spécifique décisif de la classe ouvrière et des étudiants (3) et du retournement de l'armée du côté de l'insurrection se ralliant à l'initiative politique des opposants animateurs du FSN. Aucun de ces faits ne peut être sérieusement remis en question.

Sans aucun doute, le nouveau régime porte le sceau de la continuité par rapport au régime précédent ; ce trait est plus important que dans d'autres pays d'Europe orientale. En fait, le vieil appareil d'Etat reste en place, la *Securitate* elle-même — à part une réduction numérique et des changements cosmétiques — n'a pas disparu et l'armée reste le principal soutien des nouveaux dirigeants. Par ailleurs, aucune mesure importante de privatisation n'a été prise et aucune initiative n'a été annoncée prévoyant la formation de *joint ventures* avec des capitaux étrangers. Outre les réformes esquissées dans les campagnes, il n'y a eu qu'un décret de loi reconnaissant le droit à l'initiative privée et la légalisation des petites entreprises.

Dans ce contexte, qu'est-ce qui a

poussé une majorité des Roumains à soutenir le FSN, y compris par des mobilisations massives, et à lui donner une très large majorité aux élections (4) ?

La raison principale de ce vote est que le FSN est apparu comme la force politique qui avait dirigé la lutte en décembre dernier ; et que son représentant principal, Ion Iliescu, et certains de ses porte-parole tels Peter Roman et Silviu Brucan, ont été reconnus comme des hommes qui, tout en ayant appartenu au PCR, critiquaient Ceausescu depuis déjà longtemps et avaient été écartés du gouvernement et du PCR à cause de cela.

Améliorations

On a attribué au FSN le mérite d'avoir rétabli des libertés démocratiques élémentaires (5) et d'avoir pris rapidement des mesures économiques visant à améliorer, un tant soit peu, les conditions de vie des masses. Il a également fait preuve de souplesse tactique en instituant le Conseil de salut national ouvert à tous les courants politiques — sorte de parlement provisoire ayant le droit de voter sur les projets de loi du gouvernement — et en avançant l'idée d'un gouvernement de coalition après les élections. A travers toutes ces opérations, il a réussi, entre autres, à neutraliser le vieux PCR. Ce dernier a fini par s'auto-dissoudre alors qu'une partie probablement assez importante de ses membres est entrée dans le FSN — par noyautage ou pour "survivre", aux dires de certains.

On comprend donc pourquoi tant d'électeurs ont voté pour le FSN. Dans la pire des hypothèses, ils le considéraient comme « un mal nécessaire transitoire », pour reprendre une expression de Silviu Brucan.

Les objectifs formulés par le FSN, ou par certains de ses dirigeants, étaient également susceptibles de tranquilliser de larges couches de travailleurs. Par exemple, tout en se prononçant à plusieurs reprises pour l'introduction d'une économie de marché, les porte-parole du FSN ont précisé qu'il n'était pas question de privatiser les secteurs clés de l'économie, ni de restituer les terres aux anciens propriétaires fonciers. En ce qui concerne les

1) Voir notamment *Un mensonge gros comme le siècle* du journaliste français de l'Agence France Presse, Michel Castex aux éditions Albin Michel, Paris. Il y décrit minutieusement l'origine et le développement de la campagne des médias à l'occasion des événements de Roumanie et en dénonce, à juste titre, le caractère fallacieux. Mais, quand il explique que cette campagne aurait été, en dernière analyse, orchestrée par Gorbatchev afin de se débarrasser de Ceausescu, il fait montre d'une conception policière de l'histoire.

2) En mars 1989, une lettre ouverte contre la politique de Ceausescu avait été signée, entre autres, par le vieux dirigeant du PC, Gheorge Apostel et par Silviu Brucan.

3) Les manifestations d'opposition qui ont précédé la crise

de décembre 1989 ont été éminemment ouvrières (grève et révolte des mineurs de Jiu en août 1977, grèves dans plusieurs centres ouvriers à l'été 1980, explosions de Brasov en novembre 1987). Voir l'interview d'Edith Lhomel dans *Inprecor* n° 300 du 12 janvier 1990.

4) A l'élection présidentielle, Iliescu a obtenu 85 % des voix, Campeanu 10,6 %, et Ratiu 4,9 % ; aux législatives, le FSN a obtenu 66,3 %, le Parti de la minorité hongroise, 7,2 % ; le Parti national-libéral, 6,31 % ; les Verts, 2,6 % ; le Parti national-paysan, 2,5 % ; et les sociaux-démocrates, 1%.

5) Même avant l'avènement du régime fasciste d'Antonescu, le caractère démocratique du gouvernement roumain était assez discuté.



Manifestation de soutien à Iliescu (DR)

campagnes, le ministre de l'Agriculture, Nicolai Stefan, a annoncé des mesures concernant : l'élargissement des surfaces de propriété des paysans autour de leurs maisons ; l'extension de la surface que pourront cultiver les coopératives ; la liberté de choix des cultures par les paysans du secteur privé (6). Le FSN a aussi proclamé qu'il n'avait absolument pas l'intention de "vendre" l'économie roumaine au capital étranger. Dans un pays qui, historiquement, a subi la pénétration de ce capital avec toutes ses conséquences néfastes et qui a connu par la suite les pressions et les *diktats* de la bureaucratie soviétique, y compris en matière économique, de tels engagements ne pouvaient que rencontrer un écho favorable. En outre, les travailleurs ont certainement apprécié les déclarations du FSN en faveur de la sauvegarde du plein emploi. Des dirigeants du FSN ont notamment exprimé ouvertement leurs préoccupations quant aux conséquences des mesures adoptées en Pologne et en Hongrie, citant en particulier « l'inflation terrible et le chômage très important ».

Candidats caricaturaux

Le choix des électeurs pour le FSN a également été favorisé par l'inconsistance des trois principaux partis d'opposition : le Parti national-libéral, le Parti national-paysan et le Parti social-démocrate (7). Ces organisations — qui, par ailleurs, n'ont pu mener une véritable campagne que dans les grandes villes à cause de leur faiblesse — ont été perçues comme des revenants d'un passé lointain, incapables de comprendre et d'exprimer les intérêts et les aspirations de la société roumaine d'aujourd'hui. Leurs principaux dirigeants ont surtout souffert d'avoir confortablement vécu à l'étranger, sans partager

les souffrances de leur peuple et sans avoir en rien contribué à la chute du tyran. Un reportage du quotidien italien *l'Unità* du 18 mai 1990 décrit bien le clivage qui était apparu lors des dernières manifestations électorales du FSN et de l'opposition : aux côtés du FSN, on trouvait des travailleurs, des adultes, de très nombreuses femmes et, avec l'opposition, de jeunes étudiants, des professeurs et des intellectuels.

Le candidat du Parti national-libéral à la présidentielle, Radu Campeanu, parti à l'étranger dès 1973 (selon certaines rumeurs avec la complaisance de la *Securitate*), n'en est rentré que le 5 janvier 1990. Le plus implanté des trois partis, le Parti national-paysan — dont l'action démocratique avant l'avènement de la "démocratie populaire" ne fut pas sans tâches — a surtout subi le contrecoup du bouleversement de la composition sociale du pays, c'est-à-dire la diminution radicale de la population paysanne (80 % avant la guerre ; entre 25 et 30 % aujourd'hui). De plus, son candidat, Ion Ratiu, ne pouvait apparaître que comme l'incarnation même de la restauration : exilé dès 1940 en Grande-Bretagne, où il a considérablement accru sa fortune, il a centré ses discours sur la restitution des terres à leurs anciens propriétaires (8).

Les intellectuels dans l'opposition

Au-delà des regroupements électoraux, la force oppositionnelle la plus sérieuse était, et reste, constituée par des secteurs intellectuels — comme, par exemple, le Groupe pour le dialogue social — et par le mouvement des étudiants. Les uns et les autres sont inspirés par des soucis légitimes, dans la mesure où ils revendiquent un processus de démocratisation plus conséquent et dénoncent la continuité des appareils et les métamorphoses opportunistes de tous ceux qui se sont rapidement recyclés pour faire oublier leur passé. Mais leurs attaques virulentes envers le FSN et ses représentants, présentés sommairement comme des "communistes" camouflés et non-repentis relevaient d'une approche très schématique qui ne pouvait rencontrer l'écho escompté par ses auteurs (9). Pire encore, cette vision les a amenés à avancer des exigences très peu démocratiques, telle la mise hors la loi du PCR et le bannissement de tous ses anciens membres. Ils sont ainsi apparus comme liés aux partis de l'opposition la plus conservatrice.

Le nouveau régime semble avoir atteint, pour l'instant, un palier de relative stabilité. Qui plus est, on trouve au-

jourd'hui en Roumanie une correspondance, beaucoup plus grande qu'en Pologne ou en Hongrie, entre des structures socio-économiques qui n'ont pas fondamentalement changé et les orientations et les projets à court et à moyen terme des nouveaux dirigeants.

Il est évident qu'une telle situation reste précaire. Les problèmes économiques sont énormes. Les effets des mesures adoptées — qui, jusqu'ici, ont permis une légère amélioration des conditions de vie des masses — ne dureront pas et toute entreprise de rénovation industrielle aurait inévitablement des coûts très élevés (10). De plus, il est fort probable, qu'après tant d'années de glaciation, des conflits sociaux éclatent à tous les niveaux (de nombreuses grèves ont déjà eu lieu au cours des derniers mois). De surcroît, le FSN, malgré ses succès, est loin d'être soudé, comme l'ont démontré les ruptures qui se sont déjà produites au niveau de son groupe dirigeant. Deux des principaux leaders du FSN ont déjà quitté sa direction : Demitru Mazilu, responsable qui avait annoncé lors d'une manifestation houleuse, à Bucarest, que le FSN interdirait le Parti communiste et rétablirait la peine de mort et Silviu Brucan qui, dans une interview à *International Herald Tribune*, du 4 mai 1990, s'est avancé bien plus que d'autres membres du FSN en matière de privatisations et d'intervention du capital étranger. Il a prôné « le rôle stratégique des intellectuels dans la société » et souhaité que son pays parvienne à une combinaison entre la politique économique de la Corée du Sud et la politique sociale de l'Autriche...

L'une des conditions pour que la crise sociale et politique puisse connaître une évolution favorable pour les travailleurs est que ceux-ci construisent leurs propres organisations indépendantes et soient donc en condition de jouer le rôle qui leur revient dans la bataille pour la démocratie socialiste et contre toute tentative de restauration du capitalisme. ★

31 mai 1990

6) En 1985, les terres agricoles étaient gérées dans leur très grande majorité par des unités du secteur socialiste. Les fermes d'Etat disposaient de 13,6 % de la superficie agricole et les coopératives de production de plus de 60 %. Le secteur privé était constitué par les lopins (6,3 %) et par des exploitations (15,7 %) individuels. Proportionnellement, la superficie occupée par le secteur privé est la plus importante des pays d'Europe orientale après la Pologne. Voir *Courrier des Pays de l'Est* n° 342, février 1990, dossier coordonné par Edith Lhomel.

7) Plus de 70 partis ont participé aux élections mais la plupart d'entre eux étaient fantomatiques.

8) Beaucoup de Roumains ont estimé que Ratiu avait été choisi comme candidat à cause de son argent (voir *The Financial Times* du 3 mai 1990).

9) D'après l'un de ces intellectuels, Andrei Plesu, le polonais Adam Michnik les aurait critiqués en leur conseillant d'entrer dans le FSN (voir *Le Monde* du 30 mai 1990).

10) Par rapport à d'autres pays d'Europe orientale, la Roumanie possède l'avantage de ne pas avoir de dette extérieure.

Regroupement à gauche

Comme bien d'autres pays d'Afrique noire, le Sénégal connaît depuis plusieurs années une profonde crise sociale et politique. Alors que l'Etat est de plus en plus paralysé et que sa principale activité tend à devenir la répression des grèves et des manifestations, l'opposition démocratique a été globalement incapable de mettre au point une stratégie cohérente de renversement du régime. La gauche révolutionnaire prend conscience du problème et cherche à regrouper ses forces pour peser sur la situation politique. Quatre organisations d'extrême gauche — And-Jéf/Mouvement révolutionnaire pour la démocratie nouvelle, l'Organisation socialiste des travailleurs (section sénégalaise de la IVe Internationale), l'Union pour la démocratie populaire, les Cercles de lecteurs Suxuba — viennent de s'engager officiellement dans un processus d'unification. Nous publions des extraits de leur déclaration commune, du 11 avril 1990.

« Notre unification est aujourd'hui une nécessité d'autant plus urgente que notre peuple est confronté à des défis multiples qui se sont aggravés ces dernières années avec la multiplication des mesures anti-populaires et anti-démocratiques et les agressions de toutes sortes contre le pouvoir d'achat des populations, l'emploi, les services sociaux (éducation et santé, notamment). La mise en œuvre du programme d'ajustement à moyen et long terme imposé par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale a créé des conditions de vie intolérables pour la majorité de la population tandis que la corruption a connu un développement inouï. (...)

« Le peuple exige aujourd'hui l'unité d'action des partis d'opposition, des syndicats réellement indépendants, des mouvements de femmes et de jeunes et de toutes les forces démocratiques pour mettre fin à la dictature civile du régime socialiste. Mais le peuple exige encore plus l'unité organique des révolutionnaires pour garantir au mouvement de résistance populaire une orientation conséquente et des formes d'organisation efficaces.

« C'est pourquoi, nous tendons une main fraternelle à tous les révolutionnaires, à tous nos aînés des partis patriotiques ainsi qu'à tous les regroupements progressistes et démocrates conséquents pour se joindre à notre démarche et opérer une fusion vivante des expériences et des générations des combattants pour édifier au Sénégal un Etat laïc, démocratique, multipartisan, progressiste au service des masses sénégalaises s'inscrivant dans une dynamique de lutte panafricaniste pour l'émergence d'une Afrique unie, démocratique, prospère et socialiste. Pour mener à bien les tâches d'unification que nous nous sommes fixées, nous décidons de mettre en place un Comité d'initiative pour l'unification. »

Il faut savoir que le Sénégal, membre de la "zone franc" est un pays dominé par les intérêts français. Quelques centaines de militaires français y séjournent en permanence et la base française de Dakar a servi à de nombreuses opérations militaires françaises en Afrique. Plus de 20 000 ressortissants français vivent au Sénégal dont la majorité travaille comme cadre et contrôle des entreprises. Le régime est contrôlé par le Parti socialiste, appuyé par le PS français. Formellement, le multipartisme existe mais, en fait, le parti au pouvoir contrôle sans partage l'ensemble des institutions et réprime toutes les activités publiques de masse de l'opposition. ★



NOUVELLES DU MONDE

La peine de mort rétablie ?

Le 26 mai 1990, José Manuel Sevillano, militant du Groupe de résistance antifasciste du Premier octobre (GRAPO), est mort dans un hôpital de Madrid, après 176 jours de grève de la faim. Les réflexes démocratiques et l'élémentaire solidarité face à la souffrance humaine ont été étouffés avec une efficacité qui donne le frisson. Les manifestations de protestation ont seulement mobilisé quelques centaines de personnes dans différentes villes.

L'opération d'extermination peut ainsi se poursuivre sur les quarante grévistes de la faim qui continuent à résister, sur les onze qui reçoivent une alimentation forcée, sur les deux qui ont dû être attachés à leur lit... La torture risque de se poursuivre si aucune réaction de protestation n'apparaît. Mais la solidarité ne sera pas facile, à cause du faible appui social des GRAPO, de l'anémie démocratique et du chantage anti-terroriste habilement mené par le gouvernement. Mais il faut essayer !

La grève a commencé à l'été 1989, en réponse à la décision du ministre de la Justice de disperser les prisonniers des organisations armées (plus de 600, dont près de 500 de l'ETA) en prétendant "protéger" ceux qui voudraient "se repentir". En réalité, il s'agissait de rompre la résistance des prisonniers. Il y a eu cependant des réactions de protestations,

surtout en Euskadi. Les militants du GRAPO incarcérés ont décidé de se battre en mettant en jeu leur vie, pour éveiller une réaction populaire de solidarité, ou peut-être comme manifestation extrême de leur volonté de résister. Il faut exprimer notre respect et notre solidarité avec ceux qui défendent ainsi leurs convictions. ★

Le dernier numéro de
Quatrième Internationale
vient de paraître
L'héritage de Trotsky
cinquante ans
après sa mort
Dossier



N° 36, avril-juillet 1990. 35F

INTERNATIONALE



L'héritage de Trotsky
cinquante ans après sa mort

Articles de Pierre Broué, Boris Kagaritski, Livio Milani, Ernest Mandel, Michel Rappin, David Seppo

SYRIE

Appel international

A la fin du mois de mars 1990, une quinzaine de personnes ont été arrêtées, à la suite de l'apparition d'inscriptions murales dans la ville de Yabroui, au nord de Damas, comparant le président syrien Hafez el-Assad à Ceausescu. Une partie des prisonniers n'a toujours pas été libérée et l'un d'entre eux arrêté est mort deux semaines plus tard, des suites d'une hémorragie interne provoquée par les sévices subis.

Face à cette répression et à la violation constante des droits de l'homme en Syrie, un Comité de défense des libertés démocratiques et des droits de l'homme en Syrie s'est constitué en France et vient de lancer un appel international :

« L'Etat d'exception est en vigueur en République arabe syrienne depuis 27 ans avec toutes ses conséquences : absence totale des libertés individuelles et publiques et violation permanente des droits de l'homme. Près de 18 000 détenus politiques sont aujourd'hui dans les prisons syriennes. La plupart des personnes arrêtées ont subi des tortures physiques et morales dont la pratique est devenue systématique. Plusieurs en sont morts.

Les signataires demandent au gouvernement syrien :

- la libération immédiate de tous les détenus politiques et prisonniers de conscience et d'opinion ;
- la suppression de l'état d'exception et des lois et décrets qui en découlent ;
- le respect des droits démocratiques et, en premier lieu, des libertés d'expression, de presse, d'association politique et syndicale, et de manifestation. » ★

Pour soutenir cet appel, vous pouvez envoyer vos signatures à
Inprecor, 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil (France)

Les silences de la CEPAL

Le temps des sursauts nationalistes — dans le domaine économique, en tout cas — des bourgeoisies latino-américaines semble révolu. La Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL) ne cherche plus la cause des maux qui frappent les pays du sous-continent (dont le revenu par habitant a chuté de 8 % en 10 ans) dans les échanges inégaux ou la dette. Cédant aux sirènes de l'ultra-libéralisme, elle accorde son discours avec celui des Etats-Unis, et elle place tous ses espoirs dans les ajustements et la rigueur fondo-monetariste. L'exemple du "miracle" chilien, dit-on, y serait pour beaucoup : il faut exporter.

Pedro Vuskovic, lui, dévoile ce que la CEPAL tait sur le Chili.

Pedro VUSKOVIC *



LE RÉSUMÉ du bilan préliminaire de l'économie latino-américaine préparé par le secrétariat de la CEPAL renforce l'image de succès du "modèle économique chilien", qui serait l'exception

en Amérique latine. La CEPAL assume une responsabilité grave en soutenant, clairement ou implicitement, une politique économique — qui certes montre de bons résultats généraux pour ces dernières années — car elle n'analyse pas la situation avec la rigueur technique qu'on pourrait attendre de la part d'un tel organisme. Il faut espérer que ce bilan contribuera à alimenter le débat à propos des deux grandes dimensions omises ou sous-estimées lorsqu'on parle du "modèle chilien" : la pondération de ces résultats dans le temps et leurs conséquences pour différentes couches de la société.

Il faut reconnaître que cette image idéale du "modèle chilien" s'est répandue. Non seulement parce que ce modèle a su bénéficier aux intérêts des privilégiés de la société chilienne mais car il a aussi été mis en valeur par beaucoup de ceux qui avaient participé à l'élaboration de propositions alternatives à celles de la dictature, y compris la timide (parce qu'inconfortable) position de divers représentants des positions traditionnelles de la gauche. Tous ces secteurs finissent par convenir que les programmes du nouveau gouvernement civil doivent rester dans le cadre des grandes lignes de la po-

litique économique mise en place sous le régime de Pinochet. Ce n'est pas par hasard que le journal *El Mercurio* a mis en première page le rapport de la CEPAL et affirme dans son supplément économique du 23 décembre 1989 que « bien qu'il y ait des différences importantes entre le programme de Patricio Aylwin et celui qu'aurait appliqué en cas de victoire Hernán Buchi [candidat de la dictature battu aux élections], il est clair par contre que les fondements économiques de base paraissent ne pas être l'objet d'un désaccord » (voir *Inprecor* n° 302 du 9 février 1990).

Voilà pourquoi il faut ouvrir la discussion, qui est légitime, avant de considérer comme définitivement clos un sujet qui intéresse, au premier plan, non seulement la société chilienne mais aussi d'autres pays d'Amérique latine, et qui, aura sûrement des conséquences non seulement "économiques" mais aussi sociales et politiques importants.

Cette discussion devrait porter, au moins, sur trois niveaux : premièrement, l'évaluation véritablement objective des résultats de la politique économique du gouvernement militaire ; deuxièmement, ce qu'il y a d'effectivement original dans le "modèle chilien" en comparaison avec les autres expériences latino-américaines récentes ; et enfin, le degré d'accord et d'exigence qui existe entre le profil de cette politique économique, ses conséquences sociales et les exigences politiques qu'elle a entraîné.

Prenons quelques exemples statistiques : ces dernières années, le Produit intérieur brut (PIB) s'est notoirement accru, surtout par rapport à la baisse que continuent d'enregistrer les autres économies

de la région ; le taux de chômage a diminué et on a vu une relance des investissements ; l'inflation s'est maintenue à un niveau relativement modeste ; les exportations ont connu une évolution favorable et la dette extérieure a diminué.

Or, on peut déjà avoir certaines réserves quant à la fiabilité, en termes de statistiques, des indicateurs cités plus haut. Nous savons bien ce que valent, par exemple, les critères utilisés par les statistiques officielles en ce qui concerne l'emploi et le chômage ou le pourcentage de population en situation de pauvreté ou d'indigence, ou encore la manipulation dont font l'objet les indices des prix.

Mais, indépendamment de cela, l'évolution de l'économie chilienne durant les deux dernières décennies doit être analysée dans une perspective plus large. On s'aperçoit alors que la situation objective du Chili a reculé par rapport à toutes les projections et aux propositions de développement national. De fait, l'économie chilienne génère aujourd'hui un produit par habitant qui dépasse à peine celui de l'époque d'Allende, au début des années 70. Le poids du Chili dans la production industrielle latino-américaine non seulement n'est pas meilleur que dans les années 70 mais représente à peine la moitié de celui enregistré en 1972. Parallèlement, notre dépendance économique vis-à-vis de l'extérieur s'est énormément accentuée à partir du moment où des secteurs clés du système économique national sont passés sous contrôle des grandes multinationales.

Le silence de l'échec

Ces dernières années, le chômage a visiblement diminué. Mais en 1989, le Programme d'économie du travail (PET) de l'Académie d'humanisme chrétien contredisait le chiffre officiel de 7,9 % fourni pour Santiago et sa couronne. Selon le PET, le chômage réel était de 16,6 % pour la capitale (atteignant 21 % pour les femmes et 25,7 % pour les jeunes de 15 à 24 ans). Si la modernisation de certaines activités économiques a été réalisée, le "secteur informel", lui, continue de représenter 30 % du total des emplois de Santiago.

L'inflation paraît modérée mais ses effets sur les salaires réels sont cependant désastreux. Au cours de l'année 1989, « les progrès de l'emploi ne se sont pas répercutés sur les salaires (...) Les rémunérations réelles (...) ont commencé à avoir des taux négatifs à partir de juillet.

* Pedro Vuskovic a été ministre de l'Économie jusqu'en 1972, sous le gouvernement d'Unité populaire de Salvador Allende (1970-1973). Après avoir été exilé au Mexique, il est aujourd'hui revenu au Chili.

Le revers de la médaille

Les résultats économiques du Chili montrent, qu'après la profonde crise de 1982-1983, le pays s'est engagé dans une reprise économique solide et stable. On ne peut pas parler des résultats économiques et de la réussite du "modèle chilien", sans se référer à leurs conséquences sociales. Or, dans ce domaine, les chiffres montrent le prix payé par les couches les plus défavorisées du Chili à la croissance.

En effet, si la compétitivité de l'économie chilienne sur le marché mondial s'est accrue ces dernières années, ce n'est pas le fait de l'amélioration de la compétitivité des entreprises — qui, au contraire, a chuté de 10 % entre 1982 et 1987 — mais de la dévaluation des termes de l'échange. La contrepartie de cette dévaluation a été la chute des revenus des salariés et les salaires réels sont aujourd'hui inférieurs à ceux d'avant la crise de 1982-1983.

La redistribution du gâteau s'est faite au détriment des couches les plus défavorisées de la société. Ainsi, selon une enquête menée à Santiago, en juin 1988, un tiers des travailleurs touche moins de 60 dollars par mois et deux tiers touchent 120 dollars par mois ; le revenu moyen des salariés est de 160 dollars par mois.

Plus de 50 % de la population dispose d'un revenu familial moyen inférieur à 41 470 pesos (soit 166 dollars), et vit en-dessous du seuil de pauvreté — fixé par la CEPAL à 44 320 pesos (soit 177 dollars) pour 1988. En 1988, le salaire moyen était de 15 % inférieur à celui de 1970. Le salaire minimum, actuellement de 47 dollars par mois, a perdu 30 % de sa valeur réelle entre 1981 et 1989.

Autre fait significatif, les dépenses pour les services publics (santé, éducation, logement) n'ont cessé de baisser depuis 1981. Les allocations familiales ont été considérablement réduites, ainsi que les dépenses pour l'éducation. ★

A la fin du troisième trimestre, l'indice général des rémunérations élaboré par l'Institut national des statistiques (INE) signalait 0,2 % de moins que l'année précédente.

L'agriculture a été orientée vers le marché extérieur ce qui a contribué à accroître et à diversifier les exportations. Mais, simultanément, la surface agricole destinée aux produits de consommation intérieure a diminué et on enregistre une sévère détérioration du niveau de nutrition de la population chilienne.

La dette extérieure diminue, mais cette réduction est due à la conversion des créances en investissements étrangers directs ; en d'autres termes, par le transfert de la propriété des actifs nationaux. Cela augmente la dépendance vis-à-vis de l'extérieur et, demain, les bénéfices de ces entreprises sortiront du pays comme si aujourd'hui on avait payé les intérêts de la dette.

L'"originalité" du modèle économique

Le discours qui place le Chili comme un cas à part — singulier et contradictoire — dans une Amérique latine en crise généralisée et qui devrait suivre cet exemple, manque de perspectives historiques. Ce discours devient même faux lorsqu'on sait que le Chili continue de vivre une crise semblable à celle des autres sociétés latino-américaines et qu'il met en pratique des politiques qui ont la même orientation que celles de la plupart des pays d'Amérique latine ; politiques issues de la même idéologie et de la même prati-

que "néo-libérales" inspirées et contrôlées par le Fonds monétaire international.

Au Chili aussi, l'idéalisation du marché, la "satanisation" des appareils d'Etat, la privatisation à n'importe quel prix, la priorité aux activités potentiellement exportatrices, la remise en cause et la stagnation des acquis et des revendications sociales servent à restaurer et à maintenir les "équilibres macro-économiques". L'économie chilienne a les mêmes caractéristiques que celles des autres pays de la région qui, dans leur ensemble, ne présentent aucune originalité. La question est de savoir pourquoi cette même conception de la politique économique, imposée fondamentalement de l'extérieur, a abouti, ces dernières années au Chili, à des succès en termes de croissance globale et de stabilité financière, alors que ce n'est pas le cas ailleurs dans le cône sud.

L'explication de ce phénomène réside, très probablement, dans la capacité "politique" de la dictature à imposer ces programmes de la façon la plus radicale et à en faire porter les conséquences par de larges couches de la population, en réprimant leurs réactions et leurs revendications mais sans pouvoir étouffer leurs désaccords au moment des consultations électorales.

Au Chili, l'effort de modernisation a été concentré dans une partie de l'économie, et ses fruits ont bénéficié à une partie de la société, tout en marginalisant et en appauvrissant le reste de la population, par une véritable stratégie de ségrégation économique et sociale. Voilà pourquoi, les fameux chiffres de cette réussite ne peuvent être analysés qu'au regard des

graves détériorations des conditions de vie de larges couches de la population et dans le cadre des tendances régressives de la redistribution des profits. Les effets potentiellement inflationnistes des bénéfices démesurés réalisés par certains secteurs de la population sont contrecarrés par la réduction des salaires réels ; ce sont les travailleurs qui payent les coûts de cette "stabilité" économique.

Cette question est très sérieuse et elle ne peut être résolue par le commentaire de la CEPAL, qui invite simplement à noter « l'aspect négatif » des « effets contradictoires de la croissance » et la nécessité de corriger « quelques fautes évidentes ». L'enjeu actuel est que la société chilienne puisse faire face à ce défi d'inégalités et d'injustices hérité des programmes appliqués sous Pinochet. Sinon, on risque de ne pas pouvoir répondre réellement aux aspirations de démocratie et d'unité de la grande majorité des Chiliens

Politique économique et démocratie

Aujourd'hui, il ne s'agit pas de préserver l'essentiel de la politique économique antérieure en fonction des résultats positifs mis en avant. Il faudrait reconnaître que ces programmes politiques ont été une source de reproduction constante des inégalités et de la pauvreté et, au moins, se poser la question de savoir comment maintenir la croissance et la stabilité dans un cadre alternatif, qui n'aurait pas cette nature inévitablement marginalisatrice et de concentration des richesses.

Ni les conseils de la CEPAL, selon lesquels il serait possible de poursuivre "la bonne conduite économique" tout en corrigeant "quelques fautes évidentes", ni la proposition programmatique d'une "meilleure solidarité avec la pauvreté", ne suffisent à changer la situation.

La question reste de savoir jusqu'où les mêmes politiques pourraient continuer à être une réussite sans un autoritarisme antidémocratique.

Ces questions — comme on l'a vu dans le discours économique et social de la campagne électorale — prennent une signification particulière et sont à l'ordre du jour avec l'avènement d'un gouvernement civil, porteur de l'espoir d'une reconstruction démocratique de la société chilienne. Les autres expériences latino-américaines nous montrent que certaines conceptions fondamentales de la politique économique, proches du modèle chilien cité, sont loin de favoriser la mise en place d'une politique économique pour la démocratie. ★

Abattre le "mur" entre les syndicats



NOUS reproduisons ci-dessous une interview d'Ernesto Arellano, vice-président de la

Fédération nationale du travail (NFL) des Philippines et secrétaire général du Kilusang Mayo Uno (KMU, Mouvement du Premier Mai), la plus importante centrale syndicale lutte de classes dans ce pays. Cet entretien est initialement paru dans *Against the current* n° 26 (mai-juin 1990) publication de Solidarity, organisation de la gauche socialiste des Etats-Unis.

Arellano revient sur les circonstances qui ont abouti au coup d'Etat militaire de décembre 1989, le sixième et le plus sérieux perpétré contre le régime de Corazon Aquino depuis 1986 (voir *Inprecor* n° 299 du 11 décembre 1989). Il revient d'autre part sur le changement radical de position opéré par le Mouvement du Premier Mai à propos du massacre de Tiananmen de juin 1989 en Chine (voir *Inprecor* n° 309 du 17 mai 1990).

Le communiqué initial du KMU, daté du 11 juin 1989, reprenait largement à son compte l'explication officielle des événements présentée par le gouvernement chinois. La centrale syndicale s'affirmait « profondément concernée par ce qui se passe à Pékin » et espérait « la fin définitive du bain de sang et du chaos ». Mais elle exprimait aussi « son plein appui au peuple chinois sous la direction éclairée du Parti communiste chinois ». Elle se déclarait « heureuse que malgré les efforts des gouvernements impérialistes, le PCC et l'Armée de libération populaire aient été capables d'atténuer le conflit et se dirigent actuellement vers la résolution des questions soulignées précédemment ».

Cette prise de position a provoqué une grande émotion et de nombreuses oppositions aux Philippines et ailleurs, chez tous ceux qui avaient toujours soutenu l'action de cette centrale syndicale, née en 1980 sous la dictature Marcos et elle-même maintes fois frappée par la répression.

Paul PETITJEAN

Comme le note le deuxième communiqué du KMU, sa position initiale a « déconcerté ses membres, ses amis et ses partisans ».

Rumeurs de Tiananmen

Les événements de Chine ont une importance toute particulière pour la gauche militante aux Philippines car elle a été historiquement très marquée par la révolution chinoise. Le Parti communiste philippin (PCP) et la guérilla de la Nouvelle armée du peuple (NPA) sont d'origine maoïste ; ils animent et influencent le principal courant de cette gauche dit "national-démocratique" qui comprend une composante clandestine organisé dans le Front national démocratique (NDF) et une composante légale, regroupée dans la coalition Bayan (la Nouvelle alliance nationale) appartient à ce dernier regroupement légal.

Or, la coalition Bayan a pris une position prudente sur les événements chinois, tout en étant nettement critique vis-à-vis du régime en place ; en effet, elle a « déploré l'usage indiscriminé des armes pour disperser les étudiants et les civils » sur la place Tiananmen. Elle a aussi « réitéré sa solidarité au peuple chinois dans sa lutte pour des réformes visant à renforcer la Chine socialiste ». Quant aux organisations clandestines — le PCC, le NDF et la NPA —, elles n'ont pas publié de déclarations à ce sujet. Le KMU était ainsi la seule organisation de gauche, au sein du courant national-démocratique, à avoir soutenu le gouvernement et le PC chinois

après la répression du mouvement démocratique.

Les autres courants de la gauche philippine ont été unanimes dans la condamnation du massacre de Tiananmen. L'organisation socialiste Bisig s'est, pour sa part, déclarée « choquée par le massacre » et a exprimé sa « solidarité et son appui au peuple chinois dans sa lutte contre une gérontocratie despotique et sanguinaire ».

La publication du communiqué du 11 juin a représenté, comme le note Arellano, un "choc", y compris pour de nombreux membres de la direction du KMU ; cette déclaration n'avait, en effet, été discutée que par un petit nombre de personnes, sans que des conclusions définitives aient été tirées.

Outre le problème politique de fond, la publication du communiqué a donc soulevé des problèmes de fonctionnement. La fédération dont Ernesto Arellano est le vice-président, la Fédération nationale du travail (National federation of labour — NFL), membre du KMU, a, quant à elle, officiellement condamné avec force la répression.

C'est dans ces conditions que les organismes dirigeants du KMU se sont réunis et ont publié un nouveau communiqué dans lequel la centrale syndicale démentait celui du 11 juin.

Selon cette seconde déclaration, « le KMU est fermement en désaccord avec la façon dont les protestations de masse sur la place Tiananmen ont été réprimées. Nous dénonçons les violences et les meurtres de travailleurs, d'étudiants et de soldats ».

Outre l'interview d'Ernesto Arellano, nous publions l'intégralité du communiqué de la NFL et de la deuxième déclaration du KMU. ★



Mai 1990

AGAINST THE CURRENT : Depuis son accession à la présidence le 25 février 1986, il y a eu six tentatives de coup d'Etat militaire contre la présidente Corazon Aquino, dont le dernier, en décembre 1989, aurait réussi si l'aviation américaine n'avait pas volé à son secours (1). Comment réagissent le Mouvement du Premier Mai (KMU) et les organisations populaires face à ces coups d'Etat et à ceux qui se produiront probablement dans le futur ? Que se passerait-il si Aquino était renversée ?

Ernesto ARELLANO : Le coup d'Etat de décembre 1989 a été le plus sérieux de tous. Il a été le produit d'une série de trahisons par le gouvernement Aquino des espoirs des opprimés qui s'étaient soulevés en 1986. Plusieurs organisations populaires avaient participé au "soulèvement du peuple" qui a renversé la dictature de Marcos, dont certaines avaient été créées à la suite de l'assassinat de Benigno Aquino, le mari de Cory.

Une fraction de l'armée a également participé à la chute de Marcos — le Mouvement de réforme des forces armées (RAM) dirigé par Gregorio Honasan. La nouvelle présidente Aquino n'a pas réussi à se créer une base dans les organisations populaires qui l'avaient aidée à prendre le pouvoir, elle a choisi au contraire de s'allier à la composante militaire du soulèvement de 1986.

Ce choix est devenu manifeste après l'une des toutes premières tentatives de coup d'Etat, fin 1986, quand les deux personnalités progressistes qu'elle avait nommées au gouvernement, Joker Arroyo, un des principaux adjoints d'Aquino et le ministre du Travail, Augusto Sanchez, ont été démis de leurs fonctions, comme les militaires l'avaient demandé.

Ce geste illustre déjà son évolution à droite. Elle ignorait le mouvement populaire en laissant de côté les organisations qui avaient surgi sous la loi martiale imposée en 1972 et qui avaient lutté si longtemps contre la dictature personnelle de Marcos ; organisations d'ouvriers, de paysans, d'étudiants et de chrétiens travaillant de longue date et qui se sont battues en 1986.

Après chaque coup d'Etat, la présidente est devenue l'otage du secteur d'extrême droite de l'armée. Par naïveté ou pour toute autre raison, elle n'a pas compris que les militaires avaient fait et défait Marcos, et qu'ils avaient également fait Cory Aquino ; ils peuvent donc de la même façon la défaire. Les militaires sont devenus une force décisive dans la vie politique du pays depuis l'époque de la loi

martiale ; aujourd'hui ils ne retourneront pas dans les casernes de leur plein gré et ne se soumettront pas au pouvoir civil.

La violence des "vigilants" (2) contre le mouvement populaire a continué. L'Ordre exécutif 264, qui a créé les Unités géographiques de forces armées civiles (CAFGU), a légitimé ces unités para-militaires au lieu de les démanteler.

L'année où Cory Aquino est arrivée au pouvoir, le président du KMU, Rolando Olalia, a été assassiné et, quelques mois plus tard, un massacre de paysans a eu lieu devant Malacanang, le palais présidentiel. Ces événements ont coupé Aquino des organisations populaires, sur qui elle pouvait initialement compter et qui auraient



pu lui donner l'appui nécessaire pour neutraliser les militaires.

Même ceux qui avaient soutenu sa campagne électorale ont fini par quitter leurs postes. Ainsi, l'ancienne directrice du Service national pour le Développement économique, Solita Monsod, a démissionné parce que le gouvernement avait adopté un programme qui acceptait les règles imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Tout cela a isolé Aquino et encouragé les militaires.

◆ *Est-ce que les Etats-Unis sont intervenus aux côtés d'Aquino, lors de la dernière tentative de coup d'Etat, pour préserver leurs bases militaires aux Philippines ?*

Oui, je le crois. Le gouvernement Aquino veut seulement augmenter le

"loyer" que les Etats-Unis payent pour leurs bases ainsi que l'aide militaire qu'il reçoit de ce pays — depuis le début, il était évident que Cory Aquino désirait reconduire les accords sur les bases militaires. La souveraineté nationale ne l'intéresse pas du tout ; elle s'en sert pour faire monter les prix.

Washington aurait facilement pu permettre la victoire du coup d'Etat en n'intervenant pas. Mais je pense que cela aurait compromis sa position, car une Junte militaire au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat aurait dû utiliser la répression et donc obliger le peuple à envisager d'autres alternatives, par exemple celle qu'offre le mouvement de guérilla en pleine croissance.

Bien que les politiciens de Washington considèrent Aquino comme très faible, elle demeure leur meilleur atout pour maintenir la légitimité du gouvernement. Si elle est déposée par les militaires et si une Junte militaire ou civilo-militaire prend le pouvoir, le pays deviendra ingouvernable.

L'expérience que le peuple a vécue avec les militaires sous Marcos a été horrible et l'éventualité d'un retour à une telle situation provoquerait des résistances. Cela ne se produirait peut-être pas immédiatement, mais je pense que les gens sont préparés à résister, étant donné le renforcement des organisations populaires et l'existence d'un mouvement armé clandestin en plein développement. Toute solution militaire ou coup d'Etat équivaldrait à un désastre pur et simple pour les politiciens de Washington.

◆ *Tu as dit récemment que le KMU voulait détruire le "mur de Berlin" qui existe entre votre centrale syndicale et d'autres syndicats philippins. J'aimerais en savoir plus sur la stratégie du KMU pour construire l'unité des travailleurs philippins et sur la terminologie que vous utilisez. En tant que centrale syndicale, dans le contexte d'une lutte dans le tiers monde, pensez-vous que les changements mondiaux colossaux, la prétendue fin de la "guerre froide", les bouleversements en Europe de l'Est, en Union soviétique, en Chine, etc., créent des conditions meilleures ou plus difficiles pour votre lutte ?*

En général, les conditions pour organiser et réaliser des coalitions avec d'autres groupes syndicaux se sont amé-

1) Voir *Inprecor* n° 299 du 14 décembre 1989.
2) Voir *Inprecor* n° 298 du 27 novembre 1989.

liorées. Notre sentiment est que les développements en Europe de l'Est montrent que le système socialiste est capable d'admettre les revendications du peuple. On l'a vu également en Amérique latine avec l'expérience du Nicaragua. Les mouvements (de libération — ndlr) que les pays capitalistes jugent inflexibles ou sectaires sont capables d'accepter des points de vue politiques différents des leurs.

Aux Philippines, je pense que nous avons commencé ce processus d'ouverture plus tôt encore. Le soulèvement de 1986 nous a offert une certaine marge de manœuvre.

Nous avons enfin formé une coalition avec d'autres syndicats, ce qui était impensable il y a dix ans tant de la part des syndicats traditionnels que de la nôtre. Les rivalités entre syndicats étaient alors trop fortes. En 1986, je pense que

nous avons réalisé qu'il fallait unir le mouvement ouvrier aux Philippines qui était extrêmement divisé ! La plupart des syndicats étaient alors hyper-centralisés. Leurs fondateurs les considéraient en général comme leur propriété personnelle — leurs enfants allant parfois même jusqu'à hériter de leurs postes.

Sur la base de notre analyse, nous avons formulé trois principes de base : nous nous sommes prononcés pour des syndicats authentiques, militants et nationalistes. Nous utilisons le terme "nationaliste" parce que nous voulons que les travailleurs fassent une analyse des conditions économiques et politiques des Philippines et prennent position.

Les syndicats conservateurs se méfient toujours de nous. Le "mur de Berlin" existe toujours entre les syndicats. La politique internationale de l'AFL-CIO (3) et

d'autres syndicats internationaux accentue ce clivage. L'AFL-CIO dit aux dirigeants syndicaux : « *Ne parlez pas à Arellano.* »

Il est encourageant que les deux centrales syndicales, la Coordination syndicale (LACC) dont le KMU fait partie (4), et le Congrès des syndicats des Philippines (TUCP) puissent se rencontrer et discuter de certaines questions, en particulier des problèmes salariaux. Ce terrain de discussion, bien qu'encore très limité, constitue un pas modeste vers une unification du mouvement ouvrier.

Bien sûr, nous défendons toujours l'idée que plusieurs syndicats philippins sont "jaunes" (ce sont des syndicats maison) et que nombre de leurs conventions collectives ne respectent même pas les critères minimaux. Mais nous avons noté que les travailleurs sont plus vigilants face à ces syndicats maison ; ils les forcent maintenant à jouer un vrai rôle de syndicats.

Par exemple, pendant plus d'une décennie, les travailleurs de la firme minière Atlas Copper ont appartenu au Syndicat des travailleurs associés (ALU), la plus grande fédération du TUCP. La Fédération du travail du Sud des Philippines (SPFL), affiliée au KMU, a pu faire adopter une convention collective dans cette entreprise qui offrait des avantages aux travailleurs bien plus importants que celle négociée par ALU. Ainsi, malgré une répression massive, la SPLF a remporté haut la main les dernières élections des représentants syndicaux à Atlas Copper.

Même les syndicats jaunes sont obligés de reprendre des revendications plus favorables aux travailleurs et d'abandonner leur rôle de syndicats aux ordres du patronat. Nous devons donc faire preuve d'un certain degré de tolérance vis-à-vis de ces syndicats, même si nous les critiquons toujours parce qu'ils approuvent des conventions collectives en dessous des normes légales.

En discutant avec ces syndicats, nous avons soulevé des questions qu'ils ne considéraient traditionnellement pas comme relevant de leur rôle — la dette extérieure, les bases américaines, les "vigilants" de droite et la réforme agraire, par exemple. Petit à petit, ils ont compris

Déclaration finale du KMU sur les événements en Chine

Le Comité exécutif national du Kilusang Mayo Uno (KMU) retire sa déclaration du 11 juin 1989 sur les événements de Pékin.

Extrêmement préoccupés par les événements des 3 et 4 juin 1989 à Pékin, par le choc qu'ils ont créé dans le monde entier, et par les attaques impérialistes perfides contre la Chine socialiste, nous avons publié une déclaration défendant les réalisations historiques effectuées par le peuple chinois.

Cependant, la référence à la « *direction éclairée du PCC* » dans notre déclaration de soutien au peuple chinois et l'implication selon laquelle nous aurions sensément soutenu le PC, sa direction actuelle et ses actions du 3 et 4 juin derniers n'étaient ni intentionnelles, ni justifiées.

Le KMU est une véritable centrale syndicale, sa préoccupation première et majeure est le bien-être de la population et tout particulièrement des travailleurs, aux Philippines comme à l'étranger. La conclusion malheureuse, selon laquelle le KMU aurait excusé le massacre, a été déformée dans certains milieux et a déconcerté ses adhérents, amis et partisans.

La direction nationale du KMU a consacré beaucoup de temps à discuter de cette déclaration et a pris en compte les réactions des adhérents et de tous nos amis ici comme à l'étranger. Nous les remercions tous pour leur grande inquiétude à l'égard de ce qui se passe en Chine et également pour avoir attiré l'attention du KMU sur les implications de sa déclaration.

En conséquence, le Comité exécutif national du KMU avec son président et au nom de tous ses adhérents, publie aujourd'hui la déclaration suivante sur les événements de Pékin.

Le KMU est profondément attristé par les troubles sociaux et la crise existant aujourd'hui en Chine. Nous affirmons notre soutien total au peuple chinois en cette période de difficultés et nous souhaitons qu'il parvienne à supprimer les causes des troubles sociaux et à résoudre la crise.

Le KMU est totalement en désaccord avec la façon dont les manifestations de masse sur la place Tiananmen ont été réprimées. Nous dénonçons ici les violences et les meurtres de travailleurs, d'étudiants et de soldats.

Nous participons à la peine des familles et des amis des victimes et nous déplorons la profonde blessure que ces événements ont causée dans le cœur du peuple chinois.

Nous sommes préoccupés et inquiets par la suite des événements, après la tragédie du 3 juin. Nous espérons que les facteurs qui, dans les structures socio-politiques et les relations économiques, alimentent les troubles sociaux en Chine seront immédiatement pris à bras-le-corps. Nous espérons aussi que le peuple chinois réussira à repousser l'ingérence impérialiste dans ses affaires intérieures.

Le peuple chinois, et tout particulièrement les travailleurs, a une tâche importante devant lui : en défendant et en faisant avancer les acquis du socialisme et de la démocratie en Chine ; le KMU l'appuie de tout son cœur. ★

3) AFL-CIO : American Federation of Labor - Congress of Industrial Organizations, proche du Parti démocrate. L'AFL-CIO regroupait en 1985, 85 % des ouvriers syndiqués (soit 19 % des salariés).

4) Le LACC, formé peu après le soulèvement de 1986, comprend le KMU et trois autres fédérations ouvrières. Le TUCP, appuyé par l'AFL-CIO, a rompu avec le LACC quand ce dernier a rejeté sa demande d'avoir une représentation égale à celle des trois autres groupes ensemble. Le TUCP avait une politique de conciliation avec Marcos et a bénéficié d'un traitement préférentiel durant la dictature. Le TUCP a également demandé la démission du ministre du Travail, Sanchez, après la première tentative de coup d'Etat.

la nécessité d'avoir une réponse à ces questions car, à mon avis, les conditions actuelles des Philippines les y obligent.

Ainsi, les travailleurs ont obtenu l'an dernier une augmentation du salaire minimum quotidien de 25 pesos mais, au bout de six mois, elle a été totalement dépassée par la hausse des prix. Cela a obligé ces syndicats à revoir leurs positions et le projet alternatif de la KMU sur cette question est devenu acceptable pour eux.

Mais certains syndicats et dirigeants n'ont jamais cessé leurs campagnes de calomnies anti-communistes contre le KMU. Depuis la création de notre organisation, nous y sommes habitués.

◆ *Il y a eu une publicité négative considérable autour de la première déclaration du KMU qui appuyait le Parti communiste chinois (PCC) après le massacre de Tiananmen ; puis de nombreuses interrogations se sont faites jour autour du revirement qui a suivi. Peux-tu évoquer le contenu et l'évolution de la politique du KMU à ce sujet ?*

La première déclaration du KMU appuyant la direction du PCC ne reflétait pas les vues majoritaires du Comité national exécutif (CNE) ni celles de son Conseil national (CN).

Le CNE est composé de quinze membres et le CN de quarante-cinq. Le CN prend les décisions politiques entre les conventions nationales tandis que le CNE est l'exécutif qui les prend entre les réunions du CN.

Il y a tout d'abord eu une discussion limitée au niveau du CNE, mais sans que le quorum soit obtenu.

Nous avons aussi un secrétariat, chargé de gérer les activités quotidiennes du KMU, dont l'une des tâches est de préparer des déclarations après les discussions sur certaines questions. Ainsi la parution de la première déclaration a constitué un choc pour la majorité du CNE, et encore plus pour les membres du CN. Pour cette raison, nous avons dû réclamer une discussion devant ces deux organes, le CN et le CNE.

Personnellement, j'étais d'avis que le massacre des manifestants pour la démo-

cratie de Pékin devait être condamné, mais que nous devions, en même temps, faire attention à ce que notre engagement envers la lutte socialiste du peuple, aux Philippines, en Chine et partout dans le monde, ne s'amenuise pas.

Mais, la convocation du CNE et du CN a pris un certain temps. Mon organisation, la Fédération nationale du travail (NFL) a informé le KMU que nous ne pouvions pas assumer sa déclaration, et nous avons publié notre propre communiqué.

La NFL, créée en 1947, était à l'origine un syndicat dirigé par une seule famille, mais il a été transformé par l'arrivée de sang neuf. La direction du KMU a, en fait, toléré notre déclaration — nous avons encouragé toutes les fédérations membres à présenter leurs propositions.

Pour moi et pour tous mes collègues, le processus de discussion qui a suivi la publication de la première déclaration a été très encourageant. C'est dommage que la première déclaration du KMU ait été exploitée par nos détracteurs, parce que le débat que nous avons entamé a montré que nous étions capables de corriger nos propres erreurs de façon interne et sans briser l'organisation.

Les syndicats des Etats-Unis et d'Europe n'ont pas eu connaissance de ce débat interne. Certaines fédérations régionales et de branche du KMU (et d'autres structures organisées du KMU, en lien avec la paysannerie, les chômeurs, etc.) ont également publié des résolutions différentes de la première déclaration officielle de la centrale syndicale.

Comme il n'y avait pas d'informations sur ce processus et sur le débat enflam-

mé qui s'y est déroulé parmi les membres et dans les organes dirigeants, beaucoup de syndicats à l'étranger ont été sceptiques quant à la sincérité de la seconde déclaration qui démentait la première. Il est important que ces choses soient sues. ★

Propos recueillis par David Finkel
Avril 1990

Les dessins sont de Neil Doloricon et extraits d'une revue d'éducation syndicale philippine de mai 1988.

Déclaration sur la Chine de la Fédération nationale du travail

La Fédération nationale du travail, après la réunion de son bureau exécutif national du 14 juillet 1989 :

* condamne l'assassinat d'un grand nombre d'étudiants, de travailleurs et de civils, début juin, et l'écrasement du mouvement démocratique qui a suivi ;

* condamne l'utilisation par l'Etat de mesures répressives pour contenir l'effervescence sociale au lieu d'affronter le défi en réformant le système ;

* déplore la tendance des médias à traiter de manière sensationnaliste cette situation complexe, en retombant dans le manichéisme de l'époque de la "guerre froide" ;

* affirme l'inviolabilité des droits de l'homme et de la dignité humaine dans tous les systèmes socio-économiques, que ce soit dans les Etats socialistes comme la Chine ou dans les pays sous-développés comme les Philippines ;

* demande que tous les prisonniers politiques chinois soient libérés ; que soient réalisées des réformes de fond vers la démocratie politique et la reconnaissance des droits fondamentaux, tels la liberté d'expression et d'association ainsi que les autres droits syndicaux. Tout en reconnaissant les défauts et même les aberrations des tentatives de mise en place du socialisme dans différents pays, la Fédération nationale du travail réitère sa critique du capitalisme en tant que système déshumanisant et réaffirme son engagement pour l'instauration d'un nouvel ordre de liberté, de justice, d'égalité et de paix. ★



Syndicat jaune



Trente ans ça suffit !

Des troupes françaises envoyées en Afrique ! A nouveau... Cette fois-ci, il n'y aura même plus l'argument des menaces lybiennes ou des risques de "déstabilisation" du continent par les Cubains. Ultime artifice du gouvernement socialiste français : protéger les ressortissants français du Gabon.

Claude GABRIEL

MAIS POURQUOI y a-t-il tellement de Français au Gabon ? Il sont, en effet, plus de 20 000 dans un petit pays qui compte environ 1,2 million d'habitants. Ils détiennent bon nombre d'entreprises, contrôlent une grande partie des services, se trouvent dans l'administration et au plus haut niveau de l'appareil d'Etat. Certains, enfin, travaillent pour la compagnie pétrolière Elf, véritable pouvoir politique et économique.

Les émeutes du Gabon ne sont pas seulement le fruit de la crise économique, et notamment de la baisse des recettes pétrolières. La colère populaire, largement spontanée, s'explique pour l'essentiel par le contraste insupportable entre l'aggravation de la misère, d'une part, et l'insolente corruption du pouvoir, d'autre part — avant tout de la famille "régnante", celle d'Omar Bongo. Les petits partis d'opposition n'ont sans doute joué qu'un rôle de traînement et d'instigation. L'époque où, par la corruption et le clientélisme, ces pouvoirs pouvaient influencer une partie des couches urbaines et se bâtir ainsi une certaine assise sociale, est révolue.

Aujourd'hui, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale commandent à ces monarques d'en finir avec les prébendes et de réduire les effectifs de l'administration. La distribution des revenus change de forme ; l'affairisme du pouvoir politique apparaît de plus en plus comme une pure provocation.

La réponse de l'impérialisme français est sans ambiguïté. Au nom de ses intérêts et de tous ceux de ses partenaires européens, la France intervient pour protéger le dictateur. Sans doute les services français cherchent-ils une "solution de rechange". Sans doute s'agitent-ils un peu

partout en Afrique pour conseiller maintenant le "multipartisme"... Mais cela ne change rien sur le fond. Bongo venait d'autoriser l'existence de partis d'opposition sans que cela ne modifie en rien un système fondé sur la gestion privée des biens publics, sur l'intimidation, la menace et sur la toute-puissance des intérêts français. Le multipartisme à lui tout seul ne résoudra rien à la pourriture de ces régimes. Il sera même un faux-semblant si l'ensemble des mécanismes de la dépendance et de la soumission ne sont pas définitivement brisés. Pourtant, quoiqu'il en soit, une telle concession est bel et bien une première étape nécessaire si l'on veut que des forces politiques et sociales capables de représenter de vraies alternatives aux régimes actuels se forment peu à peu. Mais, n'est-ce pas déjà trop tard ?

Le paradis des "barbouzes"

La France intervient aussi au Gabon parce que ce pays est, de longue date, le centre de nombreuses ramifications des services secrets français en Afrique, des "ex"-réseaux gaullistes, des "barbouzes"... Paris en sait long sur Bongo, mais Bongo en sait aussi long sur les politiciens français. Au Gabon pourrait s'écrire un chapitre de l'histoire de la Ve République française et de ses scandales. C'est le souci sempiternel des "intérêts supérieurs de l'Etat" qui pousse les socialistes français à envoyer des troupes au Gabon ; mais c'est aussi parce que leur propre parti trempe dans tous ces petits trafics misérables de l'Afrique néo-coloniale (1).

Cependant une page se tourne. Les émeutes du Gabon, comme ceux de Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Cameroun sont en train de faire payer cher — et c'est tant mieux — au gouvernement français sa gestion tranquille, jusqu'à maintenant, du patrimoine néo-colonial africain. La crise capitaliste est trop forte dans ces pays pour que les vieux remèdes fonctionnent encore. Les appareils d'Etat ont été trop longtemps de simples relais de la politique française pour que de nouveaux consensus voient le jour. Que reste-t-il



des belles phrases sur la "coopération" française et des beaux discours sur la "défense par la France des intérêts de l'Afrique" ? Trente ans de coopération ont conduit au développement du chômage qui touche les diplômés universitaires africains eux-mêmes. Trente ans de "francophonie" ont abouti à reproduire inexorablement les dépendances techniques, les inégalités sociales et l'aliénation culturelle. Trente ans d'aides financières ont permis de faire tourner des économies dont une bonne part des dividendes retombent dans les caisses des entreprises françaises et européennes (2).

L'ébranlement actuel de ces pays symbolise le bilan de trente années de domination néo-coloniale. Devant l'ampleur de la crise, depuis plusieurs années, de nombreuses entreprises plient bagage.

On commerce avec l'Afrique noire (à coups de pots-de-vin) plus que l'on n'y investit. Pourtant, alors que l'Afrique noire ne représente plus que 2 % du commerce mondial, elle reçoit encore 10 % des exportations françaises. Il ne s'agit évidemment en rien d'une compassion spéciale de la "France des droits de l'homme" pour l'Afrique. Ce commerce captif, cette rente de situation, expriment au contraire la perennité des réseaux issus de la colonisation. Politique, corruption, affairisme s'entremêlent et créent les conditions d'un concensus sur "l'aide à l'Afrique" en France, des rangs du Parti socialiste à ceux de la droite.

Cela tombe vraiment mal ! Quelle malchance ! Des mois de démagogie sur la défense de la démocratie, sur la lutte contre tous les despotismes... Et se faire prendre la main dans le sac à soutenir tous ces pères Ubu, sanguinaires et grotesques, qui gèrent le fonds de commerce français en Afrique ! ★

30 mai 1990

1) Le responsable de l'Afrique à la présidence de la République est le propre fils du président François Mitterrand.

2) En 1988, 55,9 % des capitaux publics transmis au Gabon étaient sous forme de dons et 44 % sous forme de prêts. La France détient 43 % de la dette publique du Gabon.